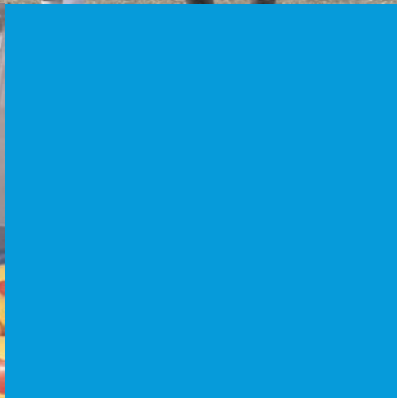


DONNÉES CHIFFRÉES

Annuaire statistique  
Prestations familiales, Logement, RMI  
Résultats nationaux 2007



L'essentiel  
et plus encore



santé  
famille  
retraite  
services

# Annuaire statistique

## Résultats nationaux

### Les prestations familiales, de logement et RMI au titre de 2007

#### CCMSA

Direction des études, des répertoires et des statistiques

Les Mercuriales – 40 rue Jean Jaurès 93547 BAGNOLET CEDEX

Responsable de la publication : Alain PELC

Département Prestations vieillesse, accidents du travail et famille :

Sylvie HARDOUIN : courriel : [hardouin.sylvie@ccmsa.msa.fr](mailto:hardouin.sylvie@ccmsa.msa.fr)  
Christèle LAPORTE : courriel : [laporte.christele@ccmsa.msa.fr](mailto:laporte.christele@ccmsa.msa.fr)

Mission Synthèses :

Ghislaine ROSAY : courriel : [rosay.ghislaine@ccmsa.msa.fr](mailto:rosay.ghislaine@ccmsa.msa.fr)  
Claudine GAILLARD : courriel : [gaillard.claudine@ccmsa.msa.fr](mailto:gaillard.claudine@ccmsa.msa.fr)

# Table des matières

<b>Table des matières</b> .....	<b>3</b>
<b>Les prestations au titre de l'année 2007 du régime agricole</b> .....	<b>4</b>
<b>A. Les prestations familiales et de logement</b> .....	<b>5</b>
I. La législation en vigueur .....	5
A. Le cadre juridique .....	5
B. Barème et conditions d'attribution .....	8
1. Aides au logement .....	8
1.1 Les allocations logement (salariés et non-salariés) .....	8
1.2 La prime de déménagement .....	9
2. Allocation aux adultes handicapés .....	9
3. Prestations liées à la famille .....	9
II. Les bénéficiaires de prestations familiales .....	12
A. Les prestations liées à la famille .....	12
1. Non-salariés Métropole .....	12
2. Salariés .....	14
B. Prestations de logement .....	16
1. Non-salariés Métropole .....	16
2. Salariés .....	18
III. Les prestations familiales et de logement servies par le régime agricole (hors RMI) .....	20
A. Les prestations familiales et de logement au titre de 2007 .....	21
1. Non-salariés .....	21
2. Salariés .....	24
B. Ventilation départementale des prestations familiales et de logement au titre de 2007 .....	27
C. Historique des montants versés de prestations familiales et de logement depuis 2002 .....	29
<b>B. Le revenu minimum d'insertion</b> .....	<b>31</b>
I. La législation en vigueur .....	31
A. Le cadre juridique .....	31
B. Barème et conditions d'attribution .....	32
II. Les bénéficiaires du revenu minimum d'insertion .....	33
A. Non-salariés Métropole .....	33
B. Salariés .....	34
III. Les montants de RMI au titre de 2007 servis par le régime agricole .....	35
A. Montants au titre de 2007 .....	35
1. Non-salariés Métropole .....	35
2. Salariés .....	35
B. Ventilation départementale du RMI au titre de 2007 au régime agricole .....	36
C. Historique du dénombrement et des montants du RMI depuis 2002 .....	37
<b>Abréviations</b> .....	<b>38</b>
<b>Régions et départements</b> .....	<b>39</b>

# **Les prestations au titre de l'année 2007 du régime agricole**

- A. Les prestations familiales  
et de logement
- B. Le revenu minimum d'insertion

# A. Les prestations familiales et de logement

## I. La législation en vigueur

### A. Le cadre juridique

Depuis le 1er janvier 1960, le Budget Annexe des Prestations Familiales Agricoles a été intégré dans le Budget Annexe des Prestations Sociales Agricoles (BAPSA). Au 1<sup>er</sup> janvier 2005, le BAPSA disparaît. Le financement des dépenses et des recettes relatives aux prestations sociales des non-salariés agricoles est retracé au sein des comptes du fonds de financement des prestations sociales des non-salariés agricoles (FFIPSA).

De nombreuses mesures législatives ont régulièrement apporté des modifications et créé de nouvelles allocations en fonction de situations particulières et de la politique familiale définie par les pouvoirs publics. La chronologie suivante recense les principales étapes législatives des dix dernières années.

#### 1999

- Retour à l'universalité des allocations familiales par la suppression de la mise sous conditions de ressources (Loi du 23 décembre 1998),
- Extension à 20 ans, au lieu de 19, de la limite d'âge pour être enfant à charge, sous condition de poursuite d'études, de formation professionnelle ou d'apprentissage (Décret n° 1213 du 29 décembre 1998),
- Attribution de l'allocation de rentrée scolaire aux familles non bénéficiaires de prestations familiales, n'ayant qu'un seul enfant à charge (Loi du 23 décembre 1998),
- Fixation des majorations pour âge à 11 et 16 ans, au lieu de 10 et 15 ans (Loi du 23 décembre 1998),
- Modification des règles de saisissabilité des prestations familiales (Décret n° 99-359 du 10 mai 1999 et décret n° 99-815 du 16 septembre 1999),
- Mise en œuvre du tiers payant obligatoire en allocation logement pour le parc social non conventionné (Loi n° 657 du 29 juillet 1998, article 116, décrets n° 467 et 468 du 4 juin 1999),
- Evaluation forfaitaire des ressources des non-salariés fixées à 1500 SMIC (Décret n° 99-541 du 28 juin 1999, article 1<sup>er</sup>),
- Présomption d'inaptitude au travail à 60 ans en faveur des bénéficiaires de l'AAH (Loi du 30 décembre 1998).

#### 2000

- Prolongation jusqu'aux 21 ans de l'enfant du versement du complément familial et des aides au logement ; au regard du complément familial et de l'allocation à caractère familial (Décret n° 71 du 28 janvier 2000), au regard de l'aide personnalisée au logement (Décret n° 395 du 9 mai 2000), à effet au 1er janvier 2000,
- Non-versement des aides au logement en cas de location entre parents ou entre personnes liées par un pacte civil de solidarité (Loi n° 99-1173 du 30 décembre 1999) à effet au 1er janvier 2000,
- Modification des dispositions applicables aux prestations familiales soumises à conditions de ressources ou d'isolement, aux aides au logement, à l'allocation aux adultes handicapés et au revenu minimum d'insertion : toute personne liée par un pacte civil de solidarité peut désormais bénéficier, comme les couples mariés ou concubins, des prestations familiales et assimilées (Loi n° 99-944 du 15 novembre 1999),
- Revalorisation au 1er juillet 2000 des barèmes des allocations logement (Décret n° 750 du 1er août 2000). Evaluation forfaitaire spécifique des ressources pour les jeunes de moins de 25 ans à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2000 (Décret n° 749 du 1er août 2000),
- Revalorisation au 1er juillet 2000 des barèmes de l'aide personnalisée au logement (Décret n° 2000-635 du 7 juillet 2000),
- Evaluation forfaitaire spécifique des ressources pour les jeunes de moins de 25 ans, à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2000 (Décret n° 2000-635 du 7 juillet 2000).

#### 2001

- Mise en place, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2001, du barème unique des aides au logement dans le secteur locatif (Décrets n° 2000-1269 et 1273 du 26 décembre 2000),
- Revalorisation des prestations familiales et de l'AAH au 1<sup>er</sup> janvier 2001 (Décret n° 2001-8 du 4 janvier 2001),
- Les conditions d'attribution de l'APE et de l'AFEAMA sont modifiées à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2001 par la loi 2000-1257 du 23 décembre 2000. L'AFEAMA n'est plus cumulable avec l'APE à taux plein,
- Les décrets 2001-9 et 2001-10 du 4 janvier 2001 prévoient un dispositif d'intéressement à la reprise d'activité des bénéficiaires de l'APE à taux plein et une modulation de la majoration de l'AFEAMA en fonction de l'âge des enfants et des ressources des ménages,
- L'allocation de présence parentale (APP) est instaurée par la loi n° 2000-1257 du 23 décembre 2000. L'allocation est attribuée à la personne qui est amenée à interrompre son activité professionnelle ou à la réduire, lorsque l'enfant dont elle assume la charge est atteint d'une maladie ou d'un handicap grave ou est victime d'un accident grave nécessitant une présence soutenue ou des soins contraignants attestés par un certificat médical (Décrets n° 2001-105 et 2001-106 du 5 février 2001),
- La suppression de la production de fiches d'état civil et des justificatifs de domicile en 2001, dans le cadre de la simplification administrative fait l'objet du décret n° 2000-1277 du 26 décembre 2000,

- Revalorisation des plafonds de ressources au 1<sup>er</sup> juillet 2001 pour l'attribution des prestations familiales (Décret n° 2001-556 du 28 juin 2001),
- Actualisation des barèmes allocation logement (accession et logement foyer) au 1<sup>er</sup> juillet 2001 et actualisation du barème unique locatif par le décret n° 2001-698 du 31 juillet 2001,
- Actualisation des barèmes APL (accession et logement foyer) par l'arrêté du 30 juillet 2001,
- Abattement pour double résidence en ALF et ALS (Décrets 2001-1021 et 1022 du 5 novembre 2001),
- Abattement pour double résidence en APL (Décret 2001-1037 du 5 novembre 2001).
- La loi de finances 2001 apporte de nouvelles mesures fiscales pour la détermination des revenus nets catégoriels de l'année 2000 (Loi n° 2000-1352 du 30 décembre 2000).

## 2002

- Montants mensuels des prestations familiales versées en métropole et dans les DOM arrondis au centime d'euro le plus proche (arrondi communautaire) au lieu du franc le plus proche (Décret n° 2001-1203 du 17 décembre 2001),
- La majoration de l'allocation de rentrée scolaire (ARS), applicable depuis plusieurs années a été pérennisée, elle se confond désormais avec l'ARS versée une fois par an (Décret n° 2001-719 du 17 décembre 2001),
- Création de l'allocation différentielle d'ARS destinée aux familles dont les ressources excèdent les plafonds d'un montant inférieur à une somme fixée réglementairement, versée pour la première fois à la rentrée scolaire (Loi n° 2001-1246 du 21 décembre 2001 de financement de la Sécurité Sociale pour 2002 et Décret n° 2002-1059 du 7 août 2002),
- Augmentation du montant de l'allocation de présence parentale et procédures liées à ce droit simplifiées (Décret n° 2002-373 du 19 mars 2002),
- Création de trois nouvelles catégories de compléments d'allocation d'éducation spéciale au 1<sup>er</sup> avril 2002, s'ajoutant aux trois déjà existantes (Décret n° 2002-421 et 422 du 29 mars 2002).

## 2003

- Alignement progressif du montant de l'allocation de parent isolé versé dans les DOM afin de s'aligner à terme (2007) sur celui de la métropole (Décret n° 2001-280 du 2 avril 2001).
- L'allocation différentielle d'ARS est destinée aux familles dont les ressources excèdent les plafonds de ressources d'ARS d'un montant inférieur au plafond de base majoré du montant de l'ARS multiplié par le nombre d'enfants ouvrant droit à l'ARS (Décret n° 2002-1059 du 7 août 2002).
- Allocation forfaitaire versée mensuellement pendant un an aux familles de trois enfants au moins pour chaque enfant ouvrant droit aux allocations familiales, qui fêtera ses 20 ans à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2003 (Loi de financement de la Sécurité Sociale pour 2003 n° 2002-1487 du 20 décembre 2002).

## 2004

- La loi de financement de la Sécurité Sociale pour 2004 a institué la prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE) qui se substitue à cinq autres prestations en faveur du jeune enfant. La nouvelle prestation fait l'objet de deux décrets du 31 décembre 2003 et d'une circulaire de la Direction de la Sécurité Sociale du 22 décembre 2003. La PAJE remplace l'allocation pour jeune enfant (APJE) courte et longue, l'allocation d'adoption, l'aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée (AFEAMA) et l'allocation de garde d'enfant à domicile (AGED). Elle se compose d'une part, d'une allocation constituée d'une prime à la naissance ou à l'adoption et d'une allocation de base, et d'autre part, d'un complément libre choix du mode de garde ou d'activité.

## 2005

- La loi n°2005-102 du 11/02/2005 stipule le remplacement du complément d'AAH par une majoration pour la vie autonome. Il faut présenter un taux d'incapacité ouvrant droit au bénéfice de l'AAH.
- Le complément de ressources s'ajoute à l'AAH, pour porter les ressources à environ 80 % du Smic. Son montant étant plus favorable à celui du complément AAH, il se substitue à ce dernier.
- L'allocation d'éducation de l'enfant handicapé a pour but de compenser les dépenses supplémentaires que supportent les familles ayant à leur charge un jeune handicapé. Elle remplace l'allocation d'éducation spéciale depuis la loi n°2005-102 du 11 février 2005 relative à l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées. Les conditions antérieures d'octroi de l'AES ne sont pas modifiées.
- Cette même loi a créé une majoration spécifique pour parent isolé d'enfant handicapé. Cette majoration entre en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2006.
- La loi de financement de la Sécurité Sociale pour 2006 a institué à effet du 1<sup>er</sup> mai 2006, l'allocation journalière de présence parentale qui remplace l'allocation de présence parentale. L'AJPP a pour finalité de permettre aux parents d'enfants gravement malades, handicapés ou accidentés de demeurer auprès d'eux en compensant la perte de revenus liée à la cessation de leur activité professionnelle par le versement d'un montant journalier forfaitaire. Les parents pourront prendre un congé de présence parentale à raison de 310

jours ouvrés maximum au sein d'une période maximale de 3 ans. Auparavant la durée indemnisée était limitée à 12 mensualités.

- En outre, afin de leur permettre de faire face aux dépenses occasionnées par l'état de santé de l'enfant, un complément forfaitaire pour frais peut également, sous certaines conditions, leur être attribué.
- L'allocataire de l'allocation de parent isolé bénéficie en cas de prise d'activité à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2006, d'une mesure d'intéressement de 12 mensualités :
  - Les trois premiers mois, il a droit à un cumul intégral des salaires procurés par la nouvelle activité avec son allocation.
  - Les 9 mois suivants, il a droit soit à un abattement de 50 % pratiqué sur les revenus, soit au versement d'une prime forfaitaire mensuelle (PFM).
  - De plus, pour toute nouvelle activité à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2006, de plus de 78 h pendant 4 mois consécutifs, le bénéficiaire d'API peut prétendre au versement d'une PRE (prime de retour à l'emploi).
  - Le Décret 2005-1054 du 29/08/2005 fixe les conditions d'attribution de la prime de retour à l'emploi en faveur des bénéficiaires du RMI de l'ASS de l'API et de l'AAH. Elle est destinée aux bénéficiaires de minima sociaux, dont le revenu minimum d'insertion (RMI), l'allocation de parent isolé (API) ou l'allocation aux adultes handicapés (AAH). La prime exceptionnelle de retour à l'emploi d'un montant de 1000 euros, est destinée aux personnes en situation de chômage de longue durée (inscrites sur la liste des demandeurs d'emploi pendant 12 mois entre le 1<sup>er</sup> mars 2004 et le 1<sup>er</sup> septembre 2005) qui reprennent une activité.

## 2006

- Au 1<sup>er</sup> janvier 2006, les commissions des droits et de l'autonomie des personnes handicapées (CDAPH) se substituent aux commissions techniques d'orientation et de reclassement professionnel (COTOREP) pour l'attribution de l'AAH et de l'AEEH).
- L'article 86 de la loi n° 2005-1579 du 19 décembre 2005 de financement de la sécurité sociale pour 2006 (JO du 20 décembre 2005) a prévu la création d'un complément optionnel de libre choix d'activité (COLCA) qui permet aux parents de bénéficier à partir du troisième enfant du versement d'une allocation majorée mais pendant une durée plus courte que l'actuel complément libre choix d'activité (CLCA) de la prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE).
- Ces dispositions sont applicables aux familles qui remplissent les conditions de droit au COLCA à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2006. Ces familles pourront désormais choisir de bénéficier d'un CLCA à taux plein de un an (au lieu de 3) rémunéré à 750 euros (au lieu des 513 euros de l'actuel CLCA)
- **Création également de la PAJE Complément de libre choix du mode de garde avec recours à une entreprise (GRE),** lorsque la famille fait appel à une association ou une entreprise qui emploie des assistantes maternelles ou des gardes à domicile, elle devient éligible à la composante GRE de la PAJE.
- La loi 2006-339 du 23/03/2006 « pour le retour à l'emploi et sur les droits et devoirs des bénéficiaires de minima sociaux » réforme la prime de retour à l'emploi (PRE) issue des décrets 2005-1053 et 1054 est parue au JO le 24/03/2006, et ses décrets d'application 2006-1197 / 1198 du 29/09/2006 au JO du 30.  
Les principales conséquences sont :
  - => Les bénéficiaires AAH ne sont pas concernés par la prime de retour à l'emploi réformée (LRE)
  - => Il n'est pas exigé la condition des 12 mois d'inscription au chômage dans les 18 mois qui précèdent le 01/09/2005.
  - => Les stages de formation rémunérés des bénéficiaires RMI et API ne sont pas à prendre en considération.
  - => Une disposition transitoire de maintien des droits est applicable.
- La loi 2006-339 du 23/03/2006 crée également la prime forfaitaire mensuelle de retour à l'emploi au titre de l'intéressement « PFI » et des mesures qui l'accompagnent :
  - le décret 2006-1786 du 23/12/2006 modifiant l'article R 524-6 CSS pour ce qui concerne les mesures d'intéressement pour l'API.
  - la Circulaire ministérielle DGAS/MAS/2006/543 du 26/12/2006
- Les bénéficiaires RMI : allocataire, conjoint, concubin, partenaire lié par un PACS, enfant ou personne à charge au sens de l'allocation et les bénéficiaires API qui prennent à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2006 une activité professionnelle ou un stage de formation rémunéré, à l'ouverture ou en cours de droit à l'allocation, peuvent bénéficier de 12 mensualités d'intéressement.
  - à compter du 1<sup>er</sup> mois d'activité et pendant 3 mois effectifs d'activité : cumul intégral de l'allocation et des revenus d'activité,
  - à compter du 4<sup>ème</sup> mois d'activité et jusqu'au 12<sup>ème</sup> mois c'est-à-dire durant 9 mois
  - soit d'une prime forfaitaire mensuelle d'intéressement « PFI / PFM » si l'activité exercée est d'une durée contractuelle mensuelle égale ou supérieure à 78 heures.
  - soit d'un abattement de 50 % sur les revenus d'activité si l'activité est d'une durée contractuelle mensuelle inférieure à 78 heures.

**2007**

- La loi du 21 décembre 2006 de finances pour 2007 étend le bénéfice du complément de ressources (CR) de l'AAH et de la Majoration pour Vie Autonome (MVA) aux bénéficiaires du Fonds Spécial Invalidité, qui répondent aux conditions applicables aux bénéficiaires de l'AAH. Ces personnes devront donc se voir reconnaître par la CDAPH un taux d'incapacité supérieur ou égal à 80 % quel que soit le complément et une capacité de travail inférieure à 5% pour l'attribution du CR. Les autres conditions relatives au logement indépendant et à l'absence de revenu depuis 1 an sont à examiner par l'organisme payeur.

## **B. Barème et conditions d'attribution**

### **1. Aides au logement**

#### **1.1 Les allocations logement (salariés et non-salariés)**

Elles sont de trois types :

- allocation logement à caractère familial (ALF),
- allocation logement à caractère social (ALS),
- aide personnalisée au logement (APL).

Ces allocations logement ont pour objet d'améliorer les conditions d'habitation des plus défavorisés. Leur attribution et leur montant dépendent donc :

- des ressources des allocataires,
- du nombre d'enfants à charge,
- du loyer réel ou des mensualités de remboursement,
- des charges annexes,
- d'un loyer minimum de référence,
- du lieu d'implantation du logement.

Ces paramètres sont fixés par décret chaque année en juillet.

## 1.2 La prime de déménagement

Elle est réservée aux seules familles ayant au moins 3 enfants (nés ou à naître) à charge et s'installant dans la période entourant la naissance du plus jeune enfant, soit du 3ème mois de grossesse au mois précédant son 1er anniversaire (Décret n° 206 du 27 mars 1987).

Depuis 1989, il n'y a plus de prime de déménagement rattachée à l'allocation logement à caractère social.

La principale modification d'ordre législatif des dix dernières années est la suivante :

### 1999

- Mise en œuvre du tiers payant obligatoire en allocation logement pour le parc social non conventionné.

## 2. Allocation aux adultes handicapés

- Le montant de l'allocation aux adultes handicapés est égal au montant mensuel du minimum vieillesse :

$$\frac{(AVTS + FSV)}{12}$$

- Ce montant s'élève à 621,27 € au 1er janvier 2007.

La principale modification d'ordre législatif des dix dernières années est la suivante :

### 1999

- Présomption d'inaptitude au travail à 60 ans en faveur des bénéficiaires de l'AAH.

## 3. Prestations liées à la famille

Le montant de la plupart d'entre elles est établi à partir de la base mensuelle des allocations familiales (BMAF), qui s'élève à 374,12 euros en 2007.

Les prestations dont le montant attribué n'est pas calculé à partir de la base mensuelle des allocations familiales sont :

- l'allocation de garde d'enfant à domicile,
- l'allocation de rentrée scolaire différentielle,
- le complément 6<sup>ème</sup> catégorie de l'allocation d'éducation de l'enfant handicapé,
- le Forfait logement "API" (= Forfait logement RMI).

**Critères servant au calcul des différentes prestations familiales au 1er janvier 2007**  
Le montant de la base mensuelle des allocations familiales (BMAF) est au 01/01/2007 de 374,12 €

Nature de la prestation	% de la BMAF	Montant au 01/01/2007	Observations	Prestations soumises à condition :		
				Sur le nombre d'enfants	Plafond de ressources	
Allocations familiales	32	119,72 €	Par famille	2		
	73	273,11 €		3		
	114	426,50 €		4		
	155	579,89 €		5		
	41	153,39 €				Non soumises à critère de ressources
Majorations	9	33,67 €	Pour enfant supplémentaire	2		
	16	59,86 €	Pour enfant de plus de 11 ans	2		
Allocation forfaitaire	20,234	75,70 €	Pour enfant de plus de 16 ans	2		
Allocation d'adoption	45,95	171,91 €	Pour enfant de 20 ans	2		
Allocation pour jeune enfant	45,95	171,91 €	Par enfant		Ménage avec un seul revenu : 18 563 € pour un enfant	
Complément familial	41,65	155,82 €	Par enfant à charge	3	22 276 € pour deux enfants	
					4 455 € par enfant en plus	
					5 969 € Majoration forfaitaire en cas de double activité ou personne seule	
Allocation parentale d'éducation	142,57	533,38 €	Cessation complète d'activité	2		
	94,27	352,68 €	Activité au plus égale à 50 %	2	Non soumises à critère de ressources	
	71,29	266,71 €	Activité supérieure à 50 % et au plus égale à 80 %	2		
Allocation de soutien familial	30	112,24 €	Orphelin de père et de mère		Non soumises à critère de ressources	
	22,50	84,18 €	Orphelin d'un seul parent		ressources	
Allocation de parent isolé	150	561,18 €	Taux de base pour le parent		Appréciation trimestrielle des ressources	
	50	187,06 €	Taux par enfant			
Allocation journalière de présence parentale	12,63	47,25 €	Personne seule			
	10,63	39,77 €	Couple		Non soumises à critère de ressources	
Complément pour frais	27,19	101,72 €				
Allocation d'éducation de l'enfant handicapé - compléments	32	119,72 €	Allocation de base			
	24	89,79 €	Complément : 1 <sup>re</sup> catégorie			
	65	243,18 €	Complément : 2 <sup>e</sup> catégorie			
	13	48,64 €	maj. spécifique pour parent isolé (2 <sup>e</sup> ème catégorie)			
	92	344,19 €	Complément : 3 <sup>e</sup> catégorie			
	18	67,34 €	maj. spécifique pour parent isolé (3 <sup>e</sup> ème catégorie)		Non soumises à critère de ressources	
	142,57	533,38 €	Complément : 4 <sup>e</sup> catégorie			
	57	213,25 €	maj. spécifique pour parent isolé (4 <sup>e</sup> ème catégorie)			
	182,21	681,68 €	Complément : 5 <sup>e</sup> catégorie			
	73	273,11 €	maj. spécifique pour parent isolé (5 <sup>e</sup> ème catégorie)			
-	999,83 €	Complément : 6 <sup>e</sup> catégorie				
107	400,31 €	maj. spécifique pour parent isolé (6 <sup>e</sup> ème catégorie)				
Allocation de rentrée scolaire	73,22	273,93 €		Pour un enfant	17 299 €	
				Par enfant en plus	3 992 €	
Allocation de garde d'enfant à domicile			Un seul versement annuel			
		1 659,00 €	Taux plein	Enfant - de 3 ans	Ressources < à 37 241 €	
		1 106,00 €	Taux plein	Enfant - de 3 ans	Ressources > à 37 241 €	
		553,00 €	Taux réduit	Enfant de 3 à 6 ans		
Aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée		(2)	Montant égal à celui des cotisations sociales (patronales et salariales) assises sur le salaire réel versé à l'assistante maternelle		Pas de condition de ressources	
Majorations		219,72 €		Enfant - de 3 ans	Si ressources annuelles <= à 13 839 € Plafond augmenté de 3 194 € par enfant supplémentaire	
		173,74 €		Enfant - de 3 ans	Si ressources annuelles > à 13 839 € et <= à 19 029 € Plafond augmenté de 4 391 € par enfant supplémentaire	
		143,96 €		Enfant - de 3 ans	Si ressources annuelles > à 19 029 € Plafond augmenté de 4 391 € par enfant supplémentaire	
		109,88 €		Enfant de 3 à 6 ans	Si ressources annuelles <= à 13 839 € Plafond augmenté de 3 194 € par enfant supplémentaire	
		86,87 €		Enfant de 3 à 6 ans	Si ressources annuelles > à 13 839 € et à 19 029 € Plafond augmenté de 4 391 € par enfant supplémentaire	
		71,98 €		Enfant de 3 à 6 ans	Si ressources annuelles > à 19 029 € Plafond augmenté de 4 391 € par enfant supplémentaire	

**Critères servant au calcul des différentes prestations familiales au 1er janvier 2007**

Le montant de la base mensuelle des allocations familiales (BMAF) est au 01/01/2007 de 374,12 €

Nature de la prestation	% de la BMAF	Montant au 01/01/2007	Observations	Prestations soumises à condition :	
				sur le nombre d'enfants	Plafond de ressources
<b>Prestation d'accueil du jeune enfant</b>					
Prime à la naissance	229,75	859,54 €	Ménage avec un seul revenu		
			pour 1 enfant		25 430 €
			pour 2 enfants	Un seul versement	30 516 €
			par enfant en plus	annuel	6 103 €
			Majoration forfaitaire en cas de double activité ou personne seule		8 176 €
Prime à l'adoption	459,5	1 719,08 €		Un seul versement annuel	
Allocation de base	45,95	171,92 €	idem	Idem	Idem
Complément de libre choix d'activité et complément optionnel de libre choix d'activité (COLCA)			<b>En cas de non perception de l'Allocation de base</b>		
	142,57	533,38 €	Taux plein non soumis à critère de ressources		
	108,41	405,58 €	Taux partiel < 50 %		
	81,98	306,70 €	Taux partiel entre 50 % et 80 %		Non soumises à critère de ressources
	203,88	762,76 €	COLCA		
			<b>En cas de perception de l'Allocation de base</b>		
	96,62	361,47 €	Taux plein		
	62,46	233,68 €	Taux partiel < 50 %		
	36,03	134,80 €	Taux partiel entre 50 % et 80 %		
	157,93	590,85 €	COLCA		
Complément de libre choix du mode de garde	100,67	376,63 €	Prise en charge partielle de la rémunération	Enfant - de 3 ans	Ressources annuelles <= à 15 123 € pour 1 enfant Ressources annuelles <= à 17 411 € pour 2 enfants 2 747 € par enfant en plus
				Enfant de 3 à 6 ans	idem
	50,34	188,33 €		Enfant - de 3 ans	Si ressources annuelles <= 33 606 € pour 1 enfant Si ressources annuelles <= 38 692 € pour 2 enfants 6 103 € par enfant en plus
	71,91	269,03 €			
				Enfant de 3 à 6 ans	Idem
	35,96	134,53 €		Enfant - de 3 ans	Ressources annuelles > à 33 606 € pour 1 enfant Ressources annuelles > à 38 692 € pour 2 enfants 6 103 € par enfant en plus
	43,14	161,40 €			
				Enfant de 3 à 6 ans	Idem
	21,57	80,70 €			

## II. Les bénéficiaires de prestations familiales

### A. Les prestations liées à la famille

#### 1. Non-salariés Métropole

Tableau 1  
PFA Non-salariés Métropole - Répartition des familles et des enfants bénéficiaires de prestations familiales selon la taille de la famille en 2006 et 2007

Types de familles	2006				2007				Evolution 2007/2006 du nombre de familles en %
	Nombre de familles	Structure en %	Nombre d'enfants	Structure en %	Nombre de familles	Structure en %	Nombre d'enfants	Structure en %	
0 enfant (1)	894	0,9	-	-	743	0,8	-	-	-16,9
1 enfant	18 796	19,7	18 796	9,1	17 907	19,7	17 907	9,1	-4,7
2 enfants	47 377	49,6	94 754	46,0	45 121	49,5	90 242	45,8	-4,8
3 enfants	23 004	24,1	69 012	33,5	22 088	24,2	66 264	33,7	-4,0
4 enfants	4 421	4,6	17 684	8,6	4 202	4,6	16 808	8,5	-5,0
5 enfants	804	0,8	4 020	1,9	761	0,8	3 805	1,9	-5,3
6 enfants	186	0,2	1 116	0,5	176	0,2	1 056	0,5	-5,4
7 enfants	60	0,1	420	0,2	63	0,1	441	0,2	5,0
8 enfants et plus	48	0,1	415	0,2	40	0,0	351	0,2	-16,7
<b>TOTAL*</b>	<b>95 590</b>	<b>100</b>	<b>206 175</b>	<b>100</b>	<b>91 101</b>	<b>100</b>	<b>196 838</b>	<b>100</b>	<b>-4,7</b>

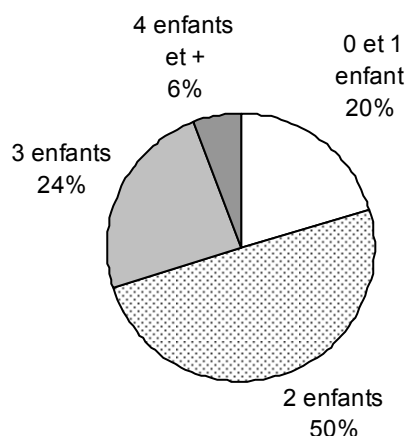
Source : MSA

\*Un enfant peut être compté à charge de 2 familles dans ce cas il est dénombré pour chaque famille mais compté de manière unique dans le total.

(1) APJE, PPN, ALF, API.

Graphique 1

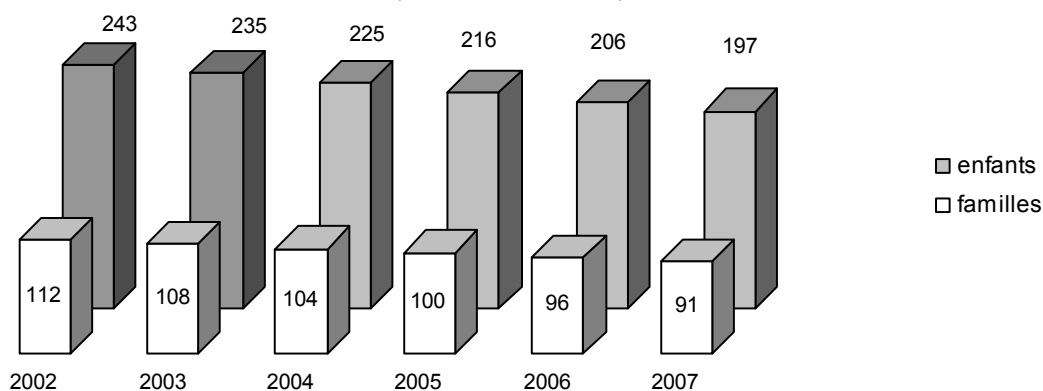
PFA Non-salariés - Structure des catégories de familles bénéficiaires de prestations familiales en décembre en 2007



Source : MSA

Graphique 2

PFA Non-salariés - Evolution du nombre de familles et d'enfants bénéficiaires de prestations familiales (en millier, en décembre)



Source : MSA

Tableau 2

**PFA Non-salariés - Nombre de familles bénéficiaires (4) de prestations familiales en 2006 et 2007**  
Répartition par type de prestation

Types de prestations	2006	2007	Evolution 2007/2006 en %
<b>Prestations liées aux frais d'éducation et d'entretien (1)</b>			
Avec un enfant à charge : Allocation de rentrée scolaire (ARS) (2) (4)	104 424	98 391	-5,8
Avec deux enfants ou plus : Allocation familiales (AF)	74 322	70 952	-4,5
Avec trois enfants à charge ou plus : Complément familial (CF)	18 664	17 617	-5,6
dont à taux plein	18 295	17 322	-5,3
dont à taux différentiel	369	295	-20,1
<b>Anciennes prestations liées à la naissance ou à l'accueil d'un jeune enfant (1)</b> <b>(Avant le 1er janvier 2004)</b>			
<b>Entretien</b> : Allocation d'adoption (ADO)	s	s	
<b>Entretien</b> : Allocation pour jeune enfant (APJE) AJL		s	
<b>Garde par une assistante maternelle</b> : Aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée (AFEAMA)	1 429	691	-51,6
<b>Garde par un employé domicile</b> : Allocation de garde d'enfant à domicile (AGED)	116	64	-44,8
<b>Garde par les parents</b> : Allocation parentale d'éducation (APE)	5	s	
<b>Prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE) (1)</b>			
<b>Petite enfance _ Entretien</b>			
<b>PAJE</b> Prime à la naissance ou à l'adoption (PPN)	2 293	2 206	-3,8
<b>PAJE</b> Allocation de base (PAB)	15 645	14 760	-5,7
<b>Petite enfance _ Garde par une assistante maternelle</b>			
Allocation compensatrice assistante maternelle (ACAPCG)	<b>4 191</b>	<b>4 964</b>	18,4
Taux plein	3 762	3 894	3,5
Taux réduit	429	1 070	149,4
Cotisation assistante maternelle (CTAPCG)	4 191	4 964	18,4
Recours à une entreprise pour assistante maternelle (AMAGRE & AMBGRE)		s	
<b>Petite enfance _ Garde par un employé domicile</b>			
Allocation compensatrice garde à domicile (ACGPCG)	<b>170</b>	<b>212</b>	24,7
Taux plein	145	138	-4,8
Taux réduit	25	74	196,0
Cotisation garde à domicile (CTGPCG)	170	212	24,7
Recours à une entreprise pour garde à domicile (GDAGRE & GDBGRE)	4	21	425,0
<b>Petite enfance _ Garde par les parents</b>			
<b>PAJE</b> Complément libre choix d'activité (PCAPCA)	<b>6 082</b>	<b>5 444</b>	-10,5
Taux plein	3 922	3 409	-13,1
Taux réduit	2 160	2 035	-5,8
<b>PAJE</b> Complément optionnel de libre choix d'activité (CLACLA)	7	26	271,4
<b>Prestations liées au handicap (1)</b>			
-Allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH)	<b>1 895</b>	<b>1 890</b>	-0,3
Allocation de base	1 032	1 073	4,0
Complément 1ère catégorie	57	63	10,5
Complément 2ème catégorie	367	352	-4,1
Complément 3ème catégorie	202	193	-4,5
Complément 4ème catégorie	156	148	-5,1
Complément 5ème catégorie	29	23	-20,7
Complément 6ème catégorie	81	68	-16,0
Majoration spécifique pour Parent Isolé d'enfant handicapé (MPI)	17	17	0,0
- Allocation aux adultes handicapés (AAH) (4)	<b>10 567</b>	<b>9 598</b>	-9,2
Taux < 80 %	2 445	2 120	-13,3
Taux >= 80%	8 122	7 478	-7,9
Complément AAH (AAHADH) (4)	84	58	-31,0
Complément de Ressources pour l'AAH (AAH_CR) (4)	411	440	7,1
Majoration pour vie autonome pour l'AAH (AAHMVA) (4)	644	655	1,7
Complément de Ressources pour l'ASI (ASI_CR)		20	
Majoration pour vie autonome pour l'ASI (ASIMVA)		5	
<b>Allocation de logement à caractère familial : (ALF)</b>	<b>14 548</b>	<b>13 876</b>	-4,6
<b>Autres prestations</b>			
Allocation de parent isolé (1) (API)	207	190	-8,2
Allocation de soutien familial (1) (ASF)	2 513	2 384	-5,1
Allocation de présence parentale (1) (APP)	3	s	
Allocation journalière de présence parentale (1) (AJPP)	38	42	10,5
Complément forfaitaire pour frais à l'AJPP (1)	9	5	-44,4

(1) En décembre de l'année.

(2) Dénombrement exhaustif sur l'ensemble de l'année.

(3) MTP : majoration pour tierce personne.

(4) il s'agit du nombre de bénéficiaires pour l'ARS, l'AAH et ses compléments  
s : donnée confidentielle, en application du secret statistique.

Source : MSA

## 2. Salariés

Il n'y a pas d'assuré salarié au régime agricole dans les DOM. Les travailleurs agricoles des DOM sont affiliés à la caisse générale de sécurité sociale du département concerné.

Tableau 3  
**PFA Salariés - Répartition des familles et des enfants bénéficiaires de prestations familiales selon la taille de la famille en 2006 et 2007**

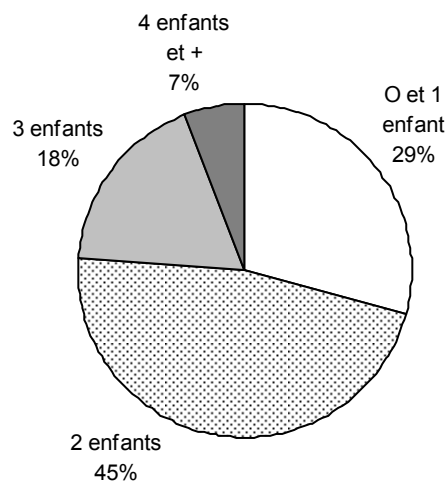
Types de familles	2006				2007				Evolution 2007/2006 du nombre de familles en %
	Nombre de familles	Structure en %	Nombre d'enfants	Structure en %	Nombre de familles	Structure en %	Nombre d'enfants	Structure en %	
0 enfant (1)	6 230	4,2	-	-	5 355	4	-	-	-14,0
1 enfant	38 153	25,5	38 153	12,9	37 824	26	37 824	12,9	-0,9
2 enfants	69 121	46,3	138 242	46,6	69 389	47	138 778	47,2	0,4
3 enfants	26 733	17,9	80 199	27,0	26 523	18	79 569	27,1	-0,8
4 enfants	6 512	4,4	26 048	8,8	6 206	4	24 824	8,4	-4,7
5 enfants	1 761	1,2	8 805	3,0	1 670	1	8 350	2,8	-5,2
6 enfants	582	0,4	3 492	1,2	528	0	3 168	1,1	-9,3
7 enfants	162	0,1	1 134	0,4	154	0	1 078	0,4	-4,9
8 enfants et plus	79	0,1	677	0,2	74	0	636	0,2	-6,3
<b>TOTAL*</b>	<b>149 333</b>	<b>100</b>	<b>296 656</b>	<b>100</b>	<b>147 723</b>	<b>100</b>	<b>294 130</b>	<b>100</b>	<b>-1,1</b>

Source : MSA

\*un enfant peut être compté à charge de 2 familles dans ce cas il est dénombré pour chaque famille mais compté de manière unique dans le total.

(1) APJE, ALF, API.

Graphique 3  
**PFA Salariés - Structure des catégories de familles bénéficiaires de prestations familiales en décembre en 2007**



Source: MSA

Graphique 4  
**PFA Salariés - Evolution du nombre de familles et d'enfants bénéficiaires de prestations familiales (en millier, en décembre)**

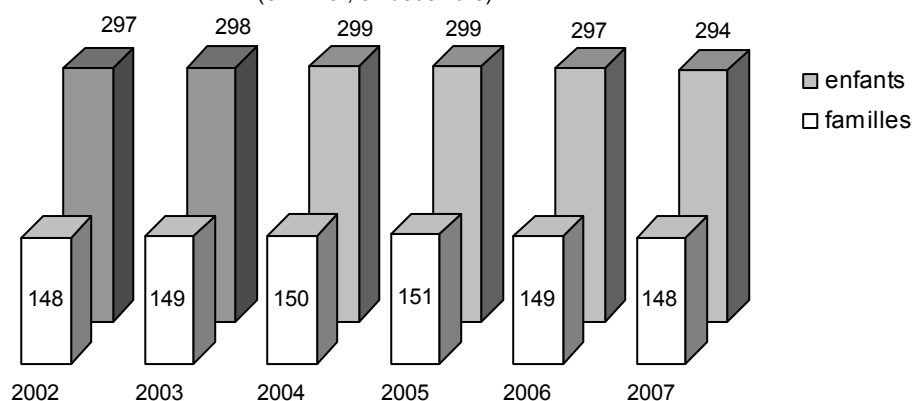


Tableau 4

**PFA Salariés - Nombre de familles bénéficiaires (4) de prestations familiales en 2006 et 2007**  
Répartition par type de prestation

Types de prestations	2006	2007	Evolution 2007/2006 en %
<b>Prestations liées aux frais d'éducation et d'entretien</b>			
Avec un enfant à charge : Allocation de rentrée scolaire (ARS) (2) (4)	123 623	120 049	-2,9
Avec deux enfants ou plus : Allocation familiales (AF)	102 528	101 960	-0,6
Avec trois enfants à charge ou plus : Complément familial (CF)	22 119	21 330	-3,6
dont à taux plein	21 733	21 013	-3,3
dont à taux différentiel	386	317	-17,9
<b>Anciennes prestations liées à la naissance ou à l'accueil d'un jeune enfant (1) (Avant le 1er janvier 2004)</b>			
<b>Entretien</b> : Allocation d'Adoption (ADO)	s	s	
<b>Entretien</b> : Allocations pour jeune enfant (APJE) AJL	21	9	-57,1
<b>Garde par une assistante maternelle</b> : Aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée (AFEAMA)	4 865	2 366	-51,4
<b>Garde par un employé domicile</b> : Allocation de garde d'enfant à domicile (AGED)	275	147	-46,5
<b>Garde par les parents</b> : Allocation parentale d'éducation (APE)	7	5	-28,6
<b>Prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE) (1)</b>			
<b>Petite enfance _ Entretien</b>			
<b>PAJE</b> Prime à la naissance ou à l'adoption (PPN)	7 114	6 946	-2,4
<b>PAJE</b> Allocation de base (PAB)	41 581	40 679	-2,2
<b>Petite enfance _ Garde par une assistante maternelle</b>			
Allocation compensatrice assistante maternelle (ACAPCG)	14 422	17 141	18,9
Taux plein	13 564	13 979	3,1
Taux réduit	858	3 162	268,5
Cotisation assistante maternelle (CTAPCG)	14 417	17 138	18,9
Recours à une entreprise pour assistante maternelle (AMAGRE & AMBGRE)	5	7	40,0
<b>Petite enfance _ Garde par un employé domicile</b>			
Allocation compensatrice garde à domicile (ACGPGC)	349	504	44,4
Taux plein	324	311	-4,0
Taux réduit	25	193	672,0
Cotisation garde à domicile (CTGPGC)	347	503	45,0
Recours à une entreprise pour garde à domicile enfant de moins de 3 ans (GDAGRE)	13		-100,0
Recours à une entreprise pour garde à domicile enfant de 3 à 6 ans (GDBGRE)	s		
<b>Petite enfance _ Garde par les parents</b>			
<b>PAJE</b> Complément libre choix d'activité (PCAPCA)	15 380	14 938	-2,9
Taux plein	9 542	8 912	-6,6
Taux réduit	5 838	6 026	3,2
<b>PAJE</b> Complément optionnel de libre choix d'activité (CLACLA)	18	46	155,6
<b>Prestations liées au handicap (1)</b>			
-Allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH)	3 163	3 306	4,5
Allocation de base	1 919	2 007	4,6
Complément 1ère catégorie	127	133	4,7
Complément 2ème catégorie	496	531	7,1
Complément 3ème catégorie	295	315	6,8
Complément 4ème catégorie	242	247	2,1
Complément 5ème catégorie	32	37	15,6
Complément 6ème catégorie	102	100	-2,0
Majoration spécifique pour Parent Isolé d'enfant handicapé (MPI)	55	68	23,6
<b>- Allocation aux adultes handicapés (AAH) (4)</b>	20 943	21 421	2,3
Taux < 80 %	7 322	7 693	5,1
Taux >= 80 %	13 621	13 728	0,8
Complément AAH (AAHADH) (4)	458	313	-31,7
Complément de Ressources pour l'AAH (AAH_CR) (4)	698	766	9,7
Majoration pour vie autonome pour l'AAH (AAHMVA) (4)	1 906	2 129	11,7
Complément de Ressources pour l'ASI (ASI_CR)		36	
Majoration pour vie autonome pour l'ASI (ASIMVA)		26	
<b>Allocation de logement à caractère familial : (ALF)</b>	29 258	28 381	-3,0
<b>Autres prestations</b>			
Allocation de parent isolé (1) (API)	961	880	-8,4
Allocation de soutien familial (1) (ASF)	7 576	7 564	-0,2
Allocation de présence parentale (1) (APP)	6	s	
Allocation journalière de présence parentale (1) (AJPP)	79	94	19,0
Complément forfaitaire pour frais à l'AJPP (CPFCPF) (1)	10		

Source : MSA

(1) En décembre de l'année.

(2) Dénombrement exhaustif sur l'ensemble de l'année.

(3) MTP : majoration pour tierce personne.

(4) il s'agit du nombre de bénéficiaires pour l'ARS, l'AAH et ses compléments

s : donnée confidentielle, en application du secret statistique.

## B. Prestations de logement

### 1. Non-salariés Métropole

Tableau 5

PFA Non-salariés - Nombre de familles bénéficiaires d'aides au logement en 2006 et 2007

Types d'aides au logement	2006		2007		Evolution 2007/2006 du nombre de familles en %
	Nombre de familles	Structure en %	Nombre de familles	Structure en %	
<b>ALLOCATION LOGEMENT A CARACTERE FAMILIAL</b>					
Location					
Pas de personnes à charges ou non significatif	33	0,2	29	0,2	-12,1
1 personne à charge	1 681	11,6	1 562	11,3	-7,1
2 personnes à charge	1 761	12,1	1 689	12,2	-4,1
3 personnes à charge	926	6,4	876	6,3	-5,4
4 personnes et + à charge	336	2,3	340	2,5	1,2
<b>Total location ALF</b>	<b>4 737</b>	<b>32,6</b>	<b>4 496</b>	<b>32,5</b>	<b>-5,1</b>
Accession					
Pas de personnes à charges ou non significatif	26	0,2	19	0,1	-26,9
1 personne à charge	1 873	12,9	1 834	13,2	-2,1
2 personnes à charge	4 203	28,9	3 995	28,8	-4,9
3 personnes à charge	2 836	19,5	2 696	19,5	-4,9
4 personnes et + à charge	860	5,9	814	5,9	-5,3
<b>Total accession ALF</b>	<b>9 798</b>	<b>67,4</b>	<b>9 358</b>	<b>67,5</b>	<b>-4,5</b>
<b>LOCATION + ACCESSION= TOTAL ALF</b>	<b>14 535</b>	<b>100</b>	<b>13 854</b>	<b>100</b>	<b>-4,7</b>
dont primes de déménagement					
<b>ALLOCATION LOGEMENT A CARACTERE SOCIAL</b>					
Location					
Chômeurs	12	0,0	7	0,0	-41,7
Jeunes travailleurs	49	0,1	45	0,1	-8,2
Personnes âgées de 60 à 65 ans	77	0,1	72	0,1	-6,5
Personnes âgées de 65 ans ou plus	51 221	86,4	49 480	86,2	-3,4
Infirmes, adultes handicapés	243	0,4	222	0,4	-8,6
Bouclage ALS (*)	3 508	5,9	3 480	6,1	-0,8
Bénéficiaires du RMI	653	1,1	655	1,1	0,3
<b>Total location ALS</b>	<b>55 763</b>	<b>94,0</b>	<b>53 961</b>	<b>94,1</b>	<b>-3,2</b>
Accession					
Chômeurs	s	0,0	5	0,0	
Jeunes travailleurs	s	0,0	5	0,0	
Personnes âgées de 60 à 65 ans	12	0,0	11	0,0	-8,3
Personnes âgées de 65 ans ou plus	1 159	2,0	1 013	1,8	-12,6
Infirmes, adultes handicapés	32	0,1	31	0,1	-3,1
Bouclage ALS (*)	2 070	3,5	2 097	3,7	1,3
Bénéficiaires du RMI	275	0,5	249	0,4	-9,5
<b>Total accession ALS</b>	<b>3 554</b>	<b>6,0</b>	<b>3 411</b>	<b>5,9</b>	<b>-4,0</b>
<b>LOCATION + ACCESSION= TOTAL ALS</b>	<b>59 317</b>	<b>100</b>	<b>57 372</b>	<b>100</b>	<b>-3,3</b>
<b>AIDE PERSONNALISEE AU LOGEMENT</b>					
Location					
APL 1 Logement foyer	16 184	42,7	16 661	44,7	2,9
APL 2 Logement foyer jeune travailleur	15	0,0	13	0,0	-13,3
APL HLM hors foyer	13 776	36,4	13 569	36,4	-1,5
APL nature indéterminée	11	0	7	0,0	-36,4
<b>Total location APL</b>	<b>29 986</b>	<b>79,2</b>	<b>30 250</b>	<b>81,2</b>	<b>0,9</b>
Accession					
Acquisition et amélioration logement existant :					
- avec PAP ou PTZ	176	0,5	123	0,3	-30,1
- avec PC ou PAS	1 152	3,0	979	2,6	-15,0
Acquisition logement existant sans travaux avec PC ou PAS	113	0,3	112	0,3	-0,9
Agrandissement ou aménagement :					
- avec PAP ou PTZ	s	0,0	s		
- avec PC ou PAS	188	0,5	162	0,4	-13,8
Amélioration:					
- avec PAP ou PTZ	15	0,0	14	0,0	-6,7
- avec PC ou PAS	34	0,1	20	0,1	-41,2
Location-accession :					
- avec PC ou PAS	s	0,0	s		
Construction ou acquisition de logements neufs :					
- avec prêt aidé à l'accession à la propriété (PAP) ou prêt à taux zéro (PTZ)	1 200	3,2	890	2,4	-25,8
- prêt conventionné (PC) ou accession sociale (PAS)	5 005	13,2	4 677	12,6	
<b>Total accession APL</b>	<b>7 897</b>	<b>20,8</b>	<b>6 989</b>	<b>18,7</b>	<b>-11,5</b>
<b>LOCATION + ACCESSION= TOTAL APL</b>	<b>37 883</b>	<b>100</b>	<b>37 239</b>	<b>100</b>	<b>-1,7</b>
dont primes de déménagement	s	-	s	-	-
<b>TOTAL GENERAL LOCATION</b>	<b>90 486</b>	<b>81,0</b>	<b>88 707</b>	<b>81,8</b>	<b>-2,0</b>
<b>TOTAL GENERAL ACCESSION</b>	<b>21 249</b>	<b>19,0</b>	<b>19 758</b>	<b>18,2</b>	<b>-7,0</b>
<b>TOTAL GENERAL LOGEMENT</b>	<b>111 735</b>	<b>100</b>	<b>108 465</b>	<b>100</b>	<b>-2,9</b>

Source état : MSA

(\*) Dans le cadre du "Bouclage" de 1993, l'ALS peut être servie à toute personne ne pouvant bénéficier ni de l'ALF, ni de l'APL dans l'ensemble du territoire.

s : donnée confidentielle, en application du secret statistique.

Tableau 6

**PFA Non-salariés - Nombre de familles bénéficiaires  
de prestations logement en 2006 et 2007 (au 31 décembre)**

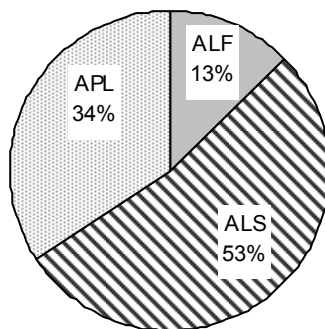
Types d'aides au logement	2002	2003	2004	2005	2006	2007
<b>Prestations à caractère familial</b>						
allocation de logement	16 842	16 106	15 712	15 251	14 535	13 854
dont prime de déménagement	s	3 s	s	s	s	s
<b>Prestations à caractère social</b>						
allocation de logement	69 761	67 262	64 814	61 680	59 317	57 372
<b>Aide personnalisée au logement</b>						
allocation de logement	44 134	42 099	40 400	39 157	37 883	37 239
dont prime de déménagement	s	s	s	s	s	s
<b>Total des bénéficiaires</b>	<b>130 737</b>	<b>125 467</b>	<b>120 926</b>	<b>116 088</b>	<b>111 735</b>	<b>108 465</b>

Source : MSA

s : donnée confidentielle, en application du secret statistique.

Graphique 5

**PFA Non-salariés  
Structure des effectifs bénéficiaires de prestations logement en 2007**



Source : MSA

Tableau 7

## PFA Salariés - Nombre de familles bénéficiaires d'aides au logement en 2006 et 2007

Types d'aides au logement	2006		2007		Evolution 2007/2006 du nombre de familles en %
	Nombre de familles	Structure en %	Nombre de familles	Structure en %	
<b>ALLOCATION LOGEMENT A CARACTERE FAMILIAL</b>					
Location					
Pas de personnes à charges ou non significatif	184	0,6	151	0,5	-17,9
1 personne à charge	6 965	23,8	6 946	24,5	-0,3
2 personnes à charge	6 490	22,2	6 339	22,4	-2,3
3 personnes à charge	3 671	12,6	3 594	12,7	-2,1
4 personnes et + à charge	2 030	6,9	1 943	6,9	-4,3
Total location ALF	19 340	66,2	18 973	67,0	-1,9
Accession					
Pas de personnes à charges ou non significatif	12	0,0	9	0,0	-25,0
1 personne à charge	1 894	6,5	1 832	6,5	-3,3
2 personnes à charge	3 932	13,5	3 705	13,1	-5,8
3 personnes à charge	2 779	9,5	2 659	9,4	-4,3
4 personnes et + à charge	1 255	4,3	1 161	4,1	-7,5
Total accession ALF	9 872	33,8	9 366	33,0	-5,1
<b>LOCATION + ACCESSION= TOTAL ALF</b>	<b>29 212</b>	<b>100</b>	<b>28 339</b>	<b>100</b>	<b>-3,0</b>
dont primes de déménagement	s		s		-
<b>ALLOCATION LOGEMENT A CARACTERE SOCIAL</b>					
Location					
Chômeurs	514	0,9	498	0,9	-3,1
Jeunes travailleurs	1 804	3,0	1 806	3,1	0,1
Personnes âgées de 60 à 65 ans	s	0,3	s		
Personnes âgées de 65 ans ou plus	27 846	46,5	26 721	45,7	-4,0
Infirmes, adultes handicapés	2 525	4,2	2 461	4,2	-2,5
Titulaire Allocation Insertion	s	0,0	s		
Bouclage ALS (*)	20 855	34,8	20 691	35,4	-0,8
Bénéficiaires du RMI	3 857	6,4	4 023	6,9	4,3
Total location ALS	57 555	96,2	56 349	96,0	-2,1
Accession					
Chômeurs	45	0,1	43	0,1	-4,4
Jeunes travailleurs	32	0,1	32	0,1	0,0
Personnes âgées de 60 à 65 ans	3	0,0	s		
Personnes âgées de 65 ans ou plus	350	0,6	315	0,5	-10,0
Infirmes, adultes handicapés	91	0,2	s		
Bouclage ALS (*)	1 655	2,8	1 576	2,7	-4,8
Bénéficiaires du RMI	121	0,2	117	0,2	-3,3
Total accession ALS	2 297	3,8	2 175	3,6	-5,3
<b>LOCATION + ACCESSION= TOTAL ALS</b>	<b>59 852</b>	<b>100</b>	<b>58 524</b>	<b>100</b>	<b>-2,2</b>
<b>AIDE PERSONNALISEE AU LOGEMENT</b>					
Location					
APL 1 Logement foyer	8 962	15,3	9 184	15,8	2,5
APL 2 Logement foyer jeune travailleur	499	0,9	528	0,9	5,8
APL HLM hors foyer	41 917	71,6	42 141	72,5	0,5
APL nature indéterminée	9	0,0	7	0,0	-22,2
Total location APL	51 387	87,8	51 860	89,2	0,9
Accession					
Acquisition et amélioration logement existant :					
- avec PAP ou PTZ	132	0,2	53	0,1	-59,8
- avec PC ou PAS	804	1,4	680	1,2	-15,4
Acquisition logement existant sans travaux :				0,0	
- avec PAP ou PTZ	s	0,0	s		
- avec PC ou PAS	144	0,2	113	0,2	-21,5
Agrandissement ou aménagement :				0,0	
- avec PAP ou PTZ	4	0,0	s		
- avec PC ou PAS	33	0,1	31	0,1	-6,1
Amélioration par le propriétaire occupant :				0,0	
- avec PAP ou PTZ	7	0,0	5	0,0	-28,6
- avec PC ou PAS	5	0,0	s		
Construction ou acquisition de logements neufs :				0,0	
- avec prêt aidé à l'accession à la propriété (PAP) ou prêt à taux zéro (PTZ)	963	1,6	635	1,1	-34,1
- prêt conventionné (PC) ou accession sociale (PAS)	5 079	8,7	4 735	8,1	-6,8
Location-accession :				0,0	
- avec PC ou PAS	s	0,0	s		
Total accession APL	7 173	12,2	6 257	10,8	-12,8
<b>LOCATION + ACCESSION= TOTAL APL</b>	<b>58 560</b>	<b>100</b>	<b>58 117</b>	<b>100</b>	<b>-0,8</b>
dont primes de déménagement	s		s		-
<b>TOTAL GENERAL LOCATION</b>	<b>128 282</b>	<b>86,9</b>	<b>127 182</b>	<b>87,7</b>	<b>-0,9</b>
<b>TOTAL GENERAL ACCESSION</b>	<b>19 342</b>	<b>13,1</b>	<b>17 798</b>	<b>12,3</b>	<b>-8,0</b>
<b>TOTAL GENERAL LOGEMENT</b>	<b>147 624</b>	<b>100</b>	<b>144 980</b>	<b>100</b>	<b>-1,8</b>

Source état : MSA

(\*) Dans le cadre du "Bouclage" de 1993, l'ALS peut être servie à toute personne ne pouvant bénéficier ni de l'ALF, ni de l'APL dans l'ensemble du territoire.

s : donnée confidentielle, en application du secret statistique.

Tableau 8

**PFA Salariés - Nombre de familles bénéficiaires  
de prestations logement en 2006 et 2007 (au 31 décembre)**

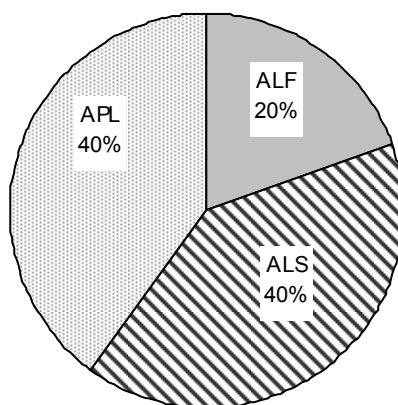
Types d'aides au logement	2002	2003	2004	2005	2006	2007
<b>Prestations à caractère familial</b>						
allocation de logement dont prime de déménagement	30 789 3	30 783 3	30 507 6	30 195 s	29 212 s	28 339 s
<b>Prestations à caractère social</b>						
allocation de logement	63 036	63 204	62 955	62 132	59 852	58 524
<b>Aide personnalisée au logement</b>						
allocation de logement dont prime de déménagement	61 726 s	61 149 3	60 092 3	59 906 s	58 560 s	58 117 s
<b>Total des bénéficiaires</b>	<b>155 551</b>	<b>155 136</b>	<b>153 554</b>	<b>152 233</b>	<b>147 624</b>	<b>144 980</b>

s : donnée confidentielle, en application du secret statistique.

Source : MSA

Graphique 6

**PFA Salariés  
Structure des effectifs bénéficiaires de prestations logement en 2007**

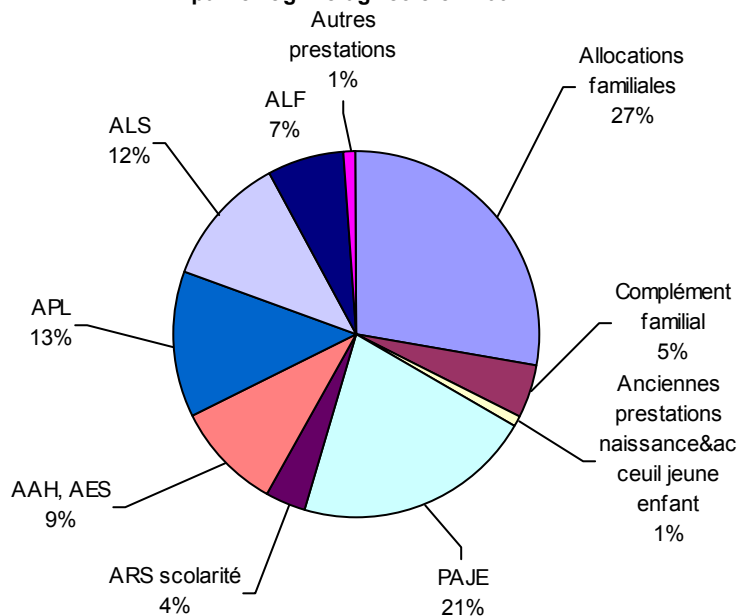


Source : MSA

### III. Les prestations familiales et de logement servies par le régime agricole (hors RMI)

Graphique 7

#### Structure des prestations familiales et de logement versées par le régime agricole en 2007

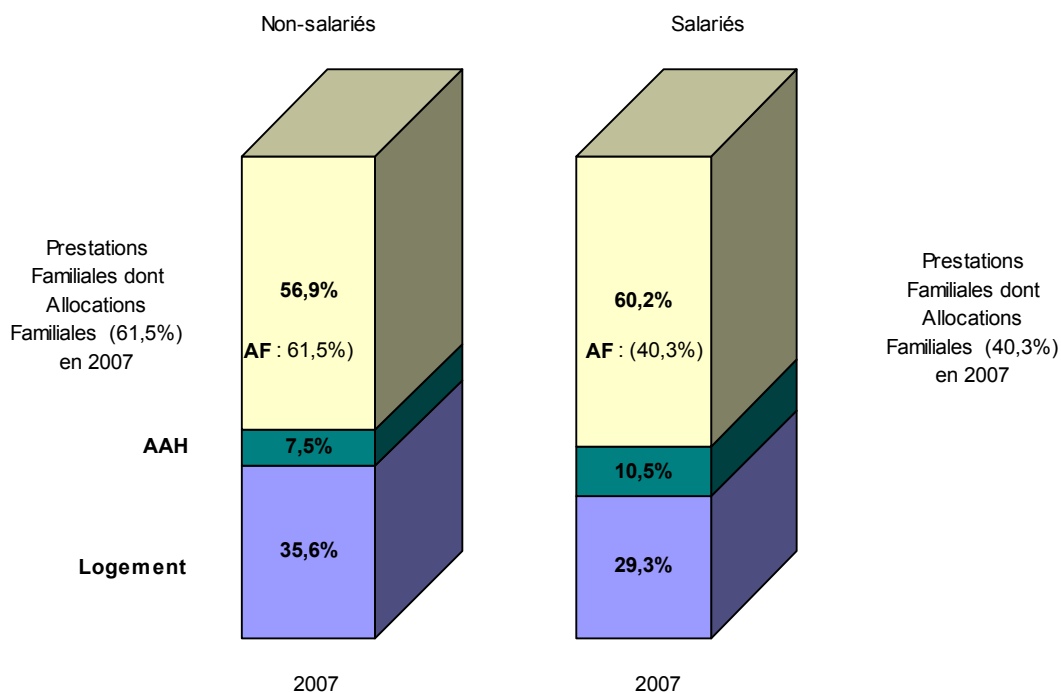


Total des prestations 2007 (Métropole) : 1,7 milliard d'euros

Source : MSA

Graphique 8

#### Structure des prestations familiales et de logement en 2007



Source : MSA

## A. Les prestations familiales et de logement au titre de 2007

### 1. Non-salariés

Tableau 9

**PFA Non-salariés (1)**  
**Montant des prestations familiales et de logement au titre de 2006 et au titre de 2007**

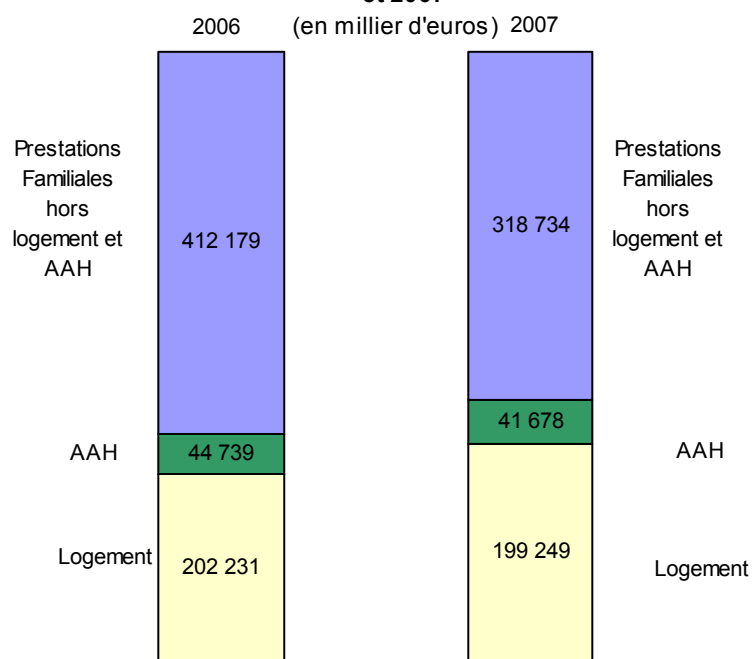
(en millier d'euros)			
Types de prestations	2006	2007	Evolution 2007/2006 en %
<b>Prestations liées aux frais d'éducation et d'entretien (1)</b>			
- Allocation de rentrée scolaire (ARS)	28 370	27 222	-4,0
- Allocations familiales (AF)	201 873	195 749	-3,0
- Allocations forfaitaires	2 237	2 111	-5,6
- Complément familial (CF)	35 121	34 031	-3,1
<b>Anciennes prestations liées à la naissance ou à l'accueil d'un jeune enfant</b>			
- Allocation d'adoption (ADO)	3	1	-55,7
- Allocation pour jeune enfant (APJE)	2 650	63	-97,6
- Complément d'AFEAMA	3 510	1 220	-65,3
- Cotisations AFEAMA prises en charge	4 679	1 800	-61,5
- Allocation de garde d'enfant à domicile moins de 3 ans (AGED)	101	12	-88,4
- Allocation de garde d'enfant à domicile plus de 3 ans (AGED)	177	158	-10,6
- Allocation parentale d'éducation (pour 3 enfants) (APE)	2 925	18	-99,4
- Allocation parentale d'éducation (pour 2 enfants) (APE)	2 685	28	-99,0
<b>Prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE)</b>			
- PAJE Prime à la naissance ou à l'adoption (PPN)	4 330	4 211	-2,7
- PAJE Allocation de base (PAB)	28 361	31 868	12,4
-Allocation compensatrice assistante maternelle (ACAPCG)	10 444	14 250	36,4
-Cotisation assistante maternelle (CTAPCG)	9 824	14 010	42,6
-Recours à une entreprise pour assistante maternelle (GRE)	0	1	
-Allocation compensatrice garde à domicile (ACGPCG)	361	503	39,3
-Cotisation garde à domicile (CTGPCG)	272	408	50,2
-Recours à une entreprise pour garde à domicile (GDAGRE)	1	97	
-PAJE Complément libre choix d'activité (PCAPCA)	20 518	22 339	8,9
Taux plein	15 936	16 769	5,2
Taux partiel	4 582	5 570	21,6
-PAJE Complément optionnel de libre choix d'activité (CLACLA)	6	206	
<b>Prestations liées au handicap</b>			
-Allocation d'éducation de l'enfant handicapé de base (AEEH)	3 080	3 119	1,3
-Allocation d'éducation de l'enfant handicapé complément (AEEH)	4 747	4 594	-3,2
-Majoration spécifique pour Parent Isolé d'enfant handicapé (MPI)	18	45	149,7
- Allocation aux adultes handicapés (AAH)	42 671	39 764	-6,8
-Complément AAH (AAHADH)	-147	90	-161,1
-Complément de Ressources (CR pour AAH)	1 162	1 008	-13,2
-Majoration pour vie autonome (MVA pour AAH)	1 053	815	-22,6
<b>Autres prestations</b>			
- Allocation de parent isolé (API et PFI)	1 030	1 045	1,5
- Allocation de soutien familial (ASF)	4 060	3 975	-2,1
- Allocation de présence parentale (APP+AJPP)	350	448	28,0
- Prestations payées dans les pays de l'UE	2	31	
<b>TOTAL DES PRESTATIONS LIEES A LA FAMILLE</b>	<b>416 621</b>	<b>405 241</b>	<b>-2,7</b>
<b>Prestations logement</b>			
- A caractère familial :			
- allocation	34 453	33 531	-2,7
- prime de déménagement	8	9	6,7
- A caractère social (FNAL) :			
- allocation	88 139	86 405	-2,0
- Aide personnalisée au logement (FNH) :			
- allocation	79 630	79 305	-0,4
- prime de déménagement	1	0	-79,2
<b>TOTAL DES PRESTATIONS LOGEMENT</b>	<b>202 231</b>	<b>199 249</b>	<b>-1,5</b>
<b>Autres prestations</b>			
- I.J. Congés paternité	4 634	4 415	-4,7
- Secours et aides financières	0	0	
- Financement FNH	33 095	-51 646	-256,1
- Fonds spécial de l' UNAF	352	347	-1,4
- Contribution allocation de logement temporaire (ALT)	1 763	1 780	1,0
- Frais de tutelle	453	275	-39,4
<b>TOTAL DES AUTRES PRESTATIONS</b>	<b>40 297</b>	<b>-44 830</b>	<b>-211,2</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>659 149</b>	<b>559 661</b>	<b>-15,1</b>

Source : MSA

(1) Montants comptables.

Graphique 9

**PFA Non-salariés**  
**Montants des prestations familiales et de logement versées en 2006**  
**et 2007**



Source : MSA

Tableau 10  
**PFA Non-salariés - Aide personnalisée au logement (1)**  
**Montant des prestations au titre de 2006 et au titre de 2007 (Métropole)**

(en millier d'euros)

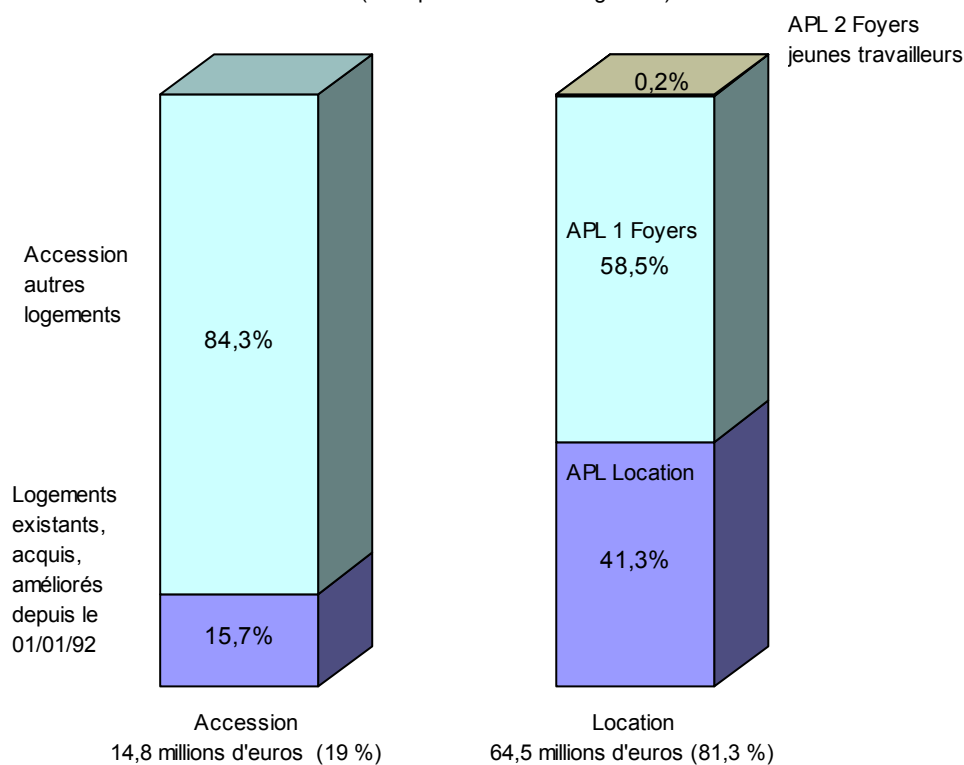
Types d'aides personnalisées au logement	2006	2007	Evolution 2007/2006 en %
<b>Accession</b>			
Logements existants, acquis, améliorés depuis le 01/01/92	2 535	2 328	-8,2
Accession autres logements	14 128	12 456	-11,8
<b>Total accession APL</b>	<b>16 663</b>	<b>14 784</b>	<b>-11,3</b>
<b>Location</b>			
APL Location	26 575	26 663	0,3
APL 1 Foyers	36 252	37 722	4,1
APL 2 Foyers de jeunes travailleurs	140	135	-3,3
<b>Total location APL</b>	<b>62 967</b>	<b>64 521</b>	<b>2,5</b>
<b>Total accession + location APL</b>	<b>79 630</b>	<b>79 305</b>	<b>-0,4</b>
Primes de déménagement	1	0	-100,0
<b>TOTAL APL</b>	<b>79 629</b>	<b>79 305</b>	<b>-0,4</b>

Source : MSA

(1) Montants comptables.

Graphique 10

**PFA Non-salariés - Structure des prestations APL versées en 2007**  
(hors primes de déménagement)



**Total APL 2007 : 79,3 millions d'euros**

Source : MSA

## 2. Salariés

Tableau 11

**PFA Salariés (1)**  
**Montant des prestations familiales et de logement au titre de 2006 et au titre de 2007**

(en millier d'euros)			
Types de prestations	2006	2007	Evolution 2007/2006 en %
<b>I - METROPOLE</b>			
<b>Prestations liées aux frais d'éducation et d'entretien (1)</b>			
- Allocation de rentrée scolaire (ARS)	33 335	32 852	-1,4
- Allocations familiales (AF)	264 404	263 948	-0,2
- Allocations forfaitaires	2 807	2 660	-5,2
- Complément familial (CF)	41 442	40 518	-2,2
<b>Anciennes prestations liées à la naissance ou à l'accueil d'un jeune enfant</b>			
- Allocation d'adoption (ADO)	0	2	
- Allocation pour jeune enfant (APJE)	5 757	142	-97,5
- Complément d'AFEAMA	11 116	3 910	-64,8
- Cotisations AFEAMA prises en charge	17 331	6 343	-63,4
- Allocation de garde d'enfant à domicile moins de 3 ans (AGED)	228	30	-86,7
- Allocation de garde d'enfant à domicile plus de 3 ans (AGED)	445	338	-24,1
- Allocation parentale d'éducation (pour 3 enfants) (APE)	4 525	50	-98,9
- Allocation parentale d'éducation (pour 2 enfants) (APE)	7 004	-27	-100,4
<b>Prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE)</b>			
- PAJE Prime à la naissance ou à l'adoption (PPN)	13 429	13 036	-2,9
- PAJE Allocation de base (PAB)	76 228	86 426	13,4
- Allocation compensatrice assistante maternelle (ACAPCG)	35 993	48 734	35,4
- Cotisation assistante maternelle (CTAPCG)	37 689	53 238	41,3
- Recours à une entreprise pour assistante maternelle (GRE)	13	22	72,0
- Allocation compensatrice garde à domicile (ACGPCG)	560	818	46,1
- Cotisation garde à domicile (CTGPCG)	629	932	48,1
- Recours à une entreprise pour garde à domicile (GDAGRE)	6	194	
-PAJE Complément libre choix d'activité (PCAPCA)	48 647	55 360	13,8
Taux plein	38 326	42 591	11,1
Taux partiel	10 321	12 769	23,7
-PAJE Complément optionnel de libre choix d'activité (CLACLA)	14	363	
<b>Prestations liées au handicap</b>			
-Allocation d'éducation de l'enfant handicapé de base (AEEH)	5 150	5 407	5,0
-Allocation d'éducation de l'enfant handicapé complément (AEEH)	6 759	6 846	1,3
-Majoration spécifique pour Parent Isolé d'enfant handicapé (MPI)	95	152	60,3
- Allocation aux adultes handicapés (AAH)	104 455	108 994	4,3
-Complément AAH (AAHADH)	-190	432	
-Complément de Ressources (CR pour AAH)	1 913	1 879	-1,8
-Majoration pour vie autonome (MVA pour AAH)	2 987	2 644	-11,5
<b>Autres prestations</b>			
- Allocation de parent isolé (API et PFI)	4 740	4 654	-1,8
- Allocation de soutien familial (ASF)	12 188	12 495	2,5
- Allocation de présence parentale (APP+AJPP)	755	856	13,3
"-Prestations conventions internationales	2 374	2 053	-13,5
- Prestations payées dans les pays de l'UE	545	495	-9,2
<b>TOTAL DES PRESTATIONS LIEES A LA FAMILLE</b>	<b>743 563</b>	<b>756 800</b>	<b>1,8</b>
<b>Prestations logement</b>			
- A caractère familial :			
- allocation	76 573	75 970	-0,8
- prime de déménagement	55	48	-12,4
- A caractère social (FNAL) :			
- allocation	105 186	105 643	0,4
- Aide personnalisée au logement (FNH) :			
- allocation	135 416	137 038	1,2
- prime de déménagement	32	29	-9,8
<b>TOTAL DES PRESTATIONS LOGEMENT</b>	<b>317 262</b>	<b>318 728</b>	<b>0,5</b>
<b>Autres prestations</b>			
- I.J. Congés paternité	7 341	7 257	-1,1
- Fonds spécial de l' UNAF	580	572	-1,4
- Frais de tutelle	4 889	5 343	9,3
<b>TOTAL DES AUTRES PRESTATIONS</b>	<b>12 810</b>	<b>13 171</b>	<b>2,8</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>1 073 635</b>	<b>1 088 699</b>	<b>1,4</b>

(1) Montants comptables.

Source : MSA

Graphique 11

**PFA salariés**  
**Montants des prestations familiales et de logement versées**  
**en 2006 et 2007 en milliers d'euros**



Source : MSA

Tableau 12  
**PFA Salariés - Aide personnalisée au logement (1)**  
**Montant des prestations au titre de 2006 et au titre de 2007**

(en millier d'euros)

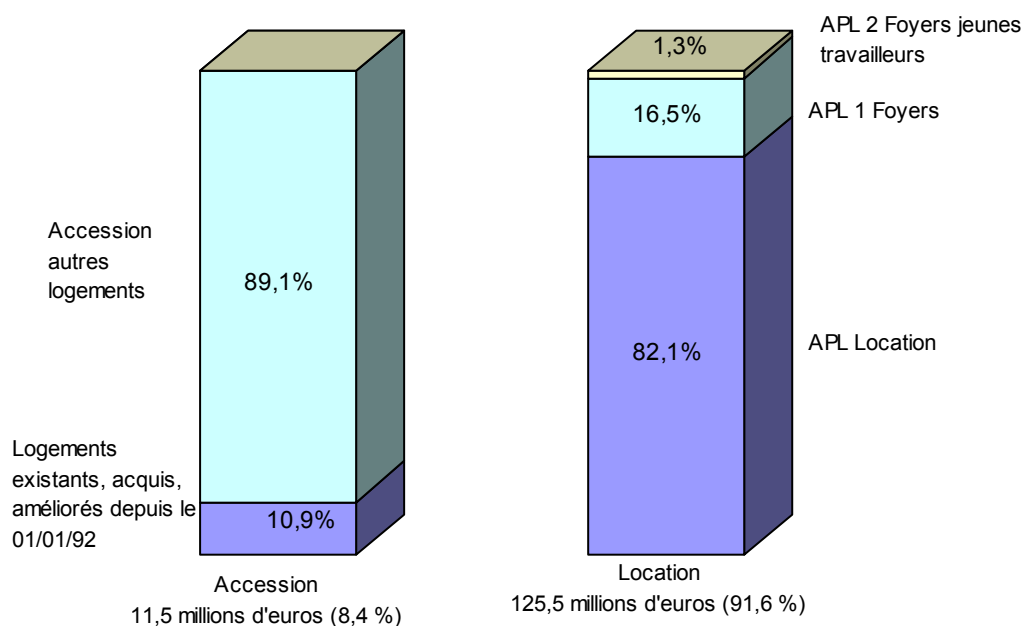
Types d'aides personnalisées au logement	2006	2007	Evolution 2007/2006 en %
Accession			
Logements existants, acquis, améliorés depuis le 01/01/92	1 269	1 257	-1,0%
Accession autres logements	11 801	10 282	-12,9%
<b>Total accession APL</b>	<b>13 070</b>	<b>11 539</b>	<b>-11,7%</b>
Location			
APL Location	100 707	103 090	2,4%
APL 1 Foyers	20 070	20 719	3,2%
APL 2 Foyers de jeunes travailleurs	1 569	1 690	7,7%
<b>Total location APL</b>	<b>122 346</b>	<b>125 499</b>	<b>2,6%</b>
<b>Total accession + location APL</b>	<b>135 416</b>	<b>137 038</b>	<b>1,2%</b>
Primes de déménagement	32	29	-9,8%
<b>TOTAL APL</b>	<b>135 447</b>	<b>137 067</b>	<b>1,2%</b>

(1) Montants comptables.

Source : MSA

Graphique 12

**PFA Salariés - Structure des prestations APL versées en 2007**  
(hors primes de déménagement)



**Total APL 2007 : 137 millions d'euros**

Source : MSA

## B. Ventilation départementale des prestations familiales et de logement au titre de 2007

Tableau 13  
PFA Non-salariés

Montants des prestations familiales et de logement au titre de 2007 (1)

(en millier d'euros)

MSA	départements de la circonscription MSA	PF hors logement	ALF, ALS, APL + primes	Total
01		3 283	2 150	5 433
02		4 050	603	4 653
03		4 240	2 376	6 615
06		1 565	797	2 363
07		4 002	3 934	7 936
09		2 088	1 468	3 555
11	(11, 66)	5 530	3 816	9 346
12	(12, 81, 46)	19 048	9 573	28 622
13		2 472	1 475	3 947
14		4 957	2 472	7 429
15		5 162	3 470	8 632
16		4 027	2 449	6 476
17		4 214	2 106	6 321
20	(20, 2A, 2B)	2 182	1 682	3 864
21	(21, 58, 89)	9 234	2 685	11 919
22		13 598	7 316	20 913
24		5 234	3 198	8 432
25	(25, 39, 70, 90)	12 433	3 466	15 899
26		4 483	2 112	6 595
27	(27, 76)	7 323	2 803	10 126
28		2 146	612	2 758
29		10 182	6 055	16 237
30		3 947	2 086	6 033
31		2 729	2 017	4 746
32		4 251	2 122	6 372
33		4 400	2 435	6 835
34		4 703	3 148	7 852
35		14 130	8 416	22 546
36		2 853	1 467	4 320
40		3 146	2 109	5 255
41	(37, 41)	5 661	2 626	8 287
42		5 944	3 823	9 767
43		6 676	4 415	11 092
44		9 725	5 040	14 766
45	(18, 45)	5 424	2 035	7 459
47		4 313	2 639	6 952
48		2 882	1 625	4 506
49		12 301	6 716	19 018
50		9 604	6 194	15 799
51	(08, 51, 55)	11 074	1 475	12 549
52	(10, 52)	4 997	985	5 983
54	(54, 88, 57)	8 492	2 329	10 820
56		10 735	5 906	16 641
59		5 892	1 703	7 594
60		2 979	399	3 378
62		7 153	1 955	9 108
63		4 815	2 819	7 634
64		7 659	3 194	10 853
65		2 228	1 375	3 603
68	(67, 68)	4 772	1 075	5 847
69		5 986	2 678	8 664
71		6 613	3 832	10 445
72	(53, 61, 72)	23 631	10 377	34 008
73	(38, 73, 74)	9 183	4 257	13 440
75	(75, 77, 78, 91, 92, 93, 94, 95)	3 983	766	4 748
79		9 157	4 633	13 790
80		3 903	679	4 581
82		3 170	2 005	5 175
83		3 380	1 439	4 819
84	(04+05+84)	6 355	3 457	9 812
85		10 352	7 449	17 801
86		4 007	2 533	6 540
87	(19, 23, 87)	10 849	6 400	17 249
<b>TOTAL</b>		<b>405 510</b>	<b>199 249</b>	<b>604 759</b>
I.J. Congés paternité		4 415		4 415
Secours et aides financières		0		0
- Financement FNH		-51 646		-51 646
- Fonds spécial de l' UNAF		347		347
Contribution allocation logement temporaire (ALT)		1 780		1 780
<b>TOTAL METROPOLE</b>		<b>360 406</b>	<b>199 249</b>	<b>559 655</b>

(1) Montants comptables

Source : MSA

Tableau 14

## PFA salariés

## Montants des prestations familiales et de logement au titre de 2007 (1)

(en millier d'euros)

MSA	départements de la circonscription MSA	PF hors logement	ALF, ALS, APL + primes	Total
01		6 344	1 898	8 242
02		12 394	4 801	17 195
03		5 251	2 656	7 907
06		4 892	2 649	7 542
07		3 642	2 090	5 732
09		1 983	1 533	3 516
11	(11, 66)	16 962	10 911	27 872
12	(12, 81, 46)	15 874	6 775	22 649
13		13 620	9 504	23 123
14		11 758	5 213	16 970
15		3 516	1 876	5 392
16		6 597	3 466	10 063
17		15 052	6 060	21 113
20	(20, 2A, 2B)	4 840	3 620	8 460
21	(21, 58, 89)	16 794	5 777	22 571
22		19 601	5 381	24 982
24		9 529	5 327	14 857
25	(25, 39, 70, 90)	11 341	3 316	14 656
26		9 448	4 504	13 952
27	(27, 76)	14 026	6 000	20 026
28		4 878	1 553	6 431
29		20 410	6 438	26 848
30		14 901	12 121	27 021
31		5 567	2 988	8 554
32		4 822	2 092	6 914
33		33 339	14 439	47 778
34		16 056	11 060	27 116
35		15 658	4 779	20 436
36		3 735	1 810	5 545
40		7 985	3 696	11 681
41	41 (37, 41)	15 249	6 071	21 320
42		6 066	1 987	8 053
43		2 471	891	3 362
44		17 076	4 430	21 506
45	(18, 45)	16 441	5 774	22 214
47		13 675	7 080	20 754
48		1 526	722	2 248
49		24 977	8 309	33 286
50		14 842	5 968	20 809
51	(08, 51, 55)	21 956	5 982	27 938
52	(10, 52)	9 271	3 646	12 917
54	(54, 88, 57)	12 169	4 479	16 648
56		19 241	6 170	25 411
59		13 872	4 531	18 404
60		9 030	3 362	12 393
62		19 964	8 182	28 146
63		4 516	1 465	5 981
64		8 782	3 305	12 087
65		2 523	1 023	3 546
68	(67, 68)	10 401	2 789	13 190
69		10 640	4 115	14 755
71		8 832	3 521	12 353
72	(53, 61, 72)	24 976	9 116	34 092
73	(38, 73, 74)	14 673	3 929	18 602
75	(75, 77, 78, 91, 92, 93, 94, 95)	25 710	6 350	32 060
79		13 653	4 033	17 686
80		8 266	2 855	11 121
82		7 911	4 284	12 195
83		13 234	8 449	21 684
84	(04+05+84)	24 950	17 024	41 974
85	MSA 85	12 765	3 838	16 603
86	MSA 86	9 023	4 224	13 247
87	(19, 23, 87)	12 667	6 465	19 132
<b>TOTAL</b>		<b>762 159</b>	<b>318 702</b>	<b>1 080 862</b>
- I.J. Congés paternité		7 257		7 257
- Fonds spécial de l' UNAF		572		572
<b>TOTAL METROPOLE</b>		<b>769 988</b>	<b>318 702</b>	<b>1 088 691</b>

(1) Montants comptables

Source : MSA

## C. Historique des montants versés de prestations familiales et de logement depuis 2002

Tableau 15

### PFA Non-salariés - Prestations familiales et de logement Montant des prestations versées de 2002 à 2007 (1)

TYPES DE PRESTATIONS	2002	2003	2004	2005	2006	2007
(en millier d'euros)						
<b>PRESTATIONS LIEES A LA FAMILLE</b>						
- Allocations familiales	226 290	220 042	213 905	208 267	201 873	195 749
- Allocations forfaitaires	-	354	2 050	2 297	2 237	2 111
- Complément familial	38 876	37 750	37 141	36 311	35 121	34 031
- Allocation de rentrée scolaire	31 047	29 938	29 657	28 928	28 370	27 222
- Majoration d'allocation de rentrée scolaire	56	3	1	0	0	0
- Allocation de parent isolé et PFI	974	992	1 045	1 097	1 030	1 045
- Allocation de soutien familial	4 395	4 299	4 213	4 081	4 060	3 975
- Allocation journalière de présence parentale (APP et AJP)	256	318	348	371	350	448
- Allocation d'éducation spéciale de base	6 514	4 819	2 802	2 987		
- Allocation d'éducation spéciale complément		2 815	4 889	4 600		
- Allocation d'éducation de l'enfant handicapé de base					3 080	3 119
- Allocation d'éducation de l'enfant handicapé complément					4 747	4 594
- Majoration spécifique pour Parent Isolé d'enfant handicapé					18	45
- Allocation d'adoption	117	147	83	31	3	1
- Allocation pour jeune enfant (- 3 mois)	7 028	6 750	392	10	0	0
- Allocation pour jeune enfant (- 3 ans)	19 414	18 551	15 441	8 953	2 650	63
- Allocation parentale d'éducation (pour 3 enfants)	18 296	20 407	17 282	10 202	2 925	18
- Allocation parentale d'éducation (pour 2 enfants)	24 429	20 030	17 329	9 807	2 685	28
- Majoration d'AFEAMA	8 734	8 723	9 059	6 804	3 510	1 220
- AFEAMA (cotisations URSSAF)	9 058	9 827	10 249	8 399	4 679	1 800
- Allocation de garde d'enfant à domicile moins de 3 ans	533	437	335	207	101	12
- Allocation de garde d'enfant à domicile plus de 3 ans		111	169	183	177	158
- PAJE Prime à la naissance ou à l'adoption			4 390	4 372	4 330	4 211
- PAJE Allocation de base			6 076	17 559	28 361	31 868
- Allocation compensatrice assistante maternelle			680	4 868	10 444	14 250
- Cotisation assistante maternelle			469	4 269	9 824	14 010
- Recours à une entreprise pour assistante maternelle			0	0	0	1
- Allocation compensatrice garde à domicile			23	165	361	503
- Cotisation garde à domicile			14	119	272	408
- Recours à une entreprise pour garde à domicile				0	1	97
- PAJE Complément libre choix d'activité			2 969	11 995	20 518	22 339
- PAJE Complément optionnel de libre choix d'activité (CLACLA)					6	206
- Prestations payées dans les pays de l'UE		3	4	1	2	31
<b>TOTAL PRESTATIONS LIEES A LA FAMILLE</b>	<b>396 017</b>	<b>386 316</b>	<b>381 015</b>	<b>376 883</b>	<b>371 735</b>	<b>363 563</b>
<b>PRESTATIONS DE LOGEMENT</b>						
A caractère familial (ALF)						
- Allocation de logement	37 889	37 251	36 386	35 433	34 453	33 531
- Prime de déménagement	13	13	9	7	8	9
Total ALF	37 902	37 264	36 395	35 440	34 461	33 540
A caractère social (ALS)						
- Allocation de logement	114 479	108 558	100 055	89 981	88 139	86 405
Total ALS	114 479	108 558	100 055	89 981	88 139	86 405
Aide personnalisée au logement (APL)						
- Allocation de logement	100 459	94 516	86 454	81 484	79 630	79 305
- Prime de déménagement	-	1	2	2	1	0
Total APL	100 459	94 517	86 456	81 486	79 631	79 305
<b>TOTAL PRESTATIONS LOGEMENT</b>	<b>252 840</b>	<b>240 339</b>	<b>222 906</b>	<b>206 907</b>	<b>202 231</b>	<b>199 249</b>
<b>AUTRES PRESTATIONS</b>						
- Allocation aux adultes handicapés et complément	55 218	51 145	48 305	46 368	42 671	39 854
- Complément de Ressources (CR)				33	1 162	1 008
- Majoration pour vie autonome (MVA)				246	1 053	815
- I.J. Congés paternité	1 760	4 175	3 896	4 266	4 634	4 415
- Secours et aides financières	1 342	1 107	1 783	0	0	0
- Financement FNH	85 991	87 249	83 479	87 134	33 095	-51 646
- Fonds spécial de l' UNAF		414	402	388	352	347
- Contribution allocation logement temporaire	1 500	1 375	1 751	1 612	1 763	1 780
- Intérêts BAPSA	549	-				
- Frais de tutelle	579	465	606	367	453	275
<b>TOTAL AUTRES PRESTATIONS</b>	<b>146 939</b>	<b>145 930</b>	<b>140 222</b>	<b>140 414</b>	<b>85 183</b>	<b>-3 152</b>
<b>TOTAL</b>	<b>795 796</b>	<b>772 585</b>	<b>744 143</b>	<b>724 204</b>	<b>659 149</b>	<b>559 661</b>

(1) Montants comptables.

Source:MSA

Tableau 16

**PFA Salariés - Prestations familiales et de logement**  
**Montant des prestations versées de 2002 à 2007**

(en millier d'euros)

TYPES DE PRESTATIONS	2002 (1)	2003 (1)	2004 (1)	2005 (1)	2006 (1)	2007 (1)
<b>I - METROPOLE</b>						
<b>PRESTATIONS LIEES A LA FAMILLE</b>						
- Allocations familiales	256 268	258 136	259 567	262 437	264 404	263 948
- Allocations forfaitaires	-	426	2 453	2 720	2 807	2 660
- Complément familial	40 772	40 797	41 437	41 596	41 442	40 518
- Allocation de rentrée scolaire	33 150	33 153	33 244	33 296	33 335	32 852
- Majoration d'allocation de rentrée scolaire	42	6	4	0	0	0
- Allocation de parent isolé et PFI	4 306	4 445	4 760	4 755	4 740	4 654
- Allocation de soutien familial	10 300	10 806	11 464	11 845	12 188	12 495
- Allocation journalière de présence parentale (APP + AJP)	331	640	783	861	751	856
- Complément de déplacement					4	
- Allocation d'éducation spéciale de base	8 896	6 774	4 610	4 921		
- Allocation d'éducation spéciale complément		3 896	6 521	6 583		
- Allocation d'éducation de l'enfant handicapé de base					5 150	5 407
- Allocation d'éducation de l'enfant handicapé complément					6 759	6 846
- Majoration spécifique pour Parent Isolé d'enfant handicapé					95	152
- Allocation d'adoption	85	87	67	24	0	2
- Allocation pour jeune enfant (- 3 mois)	18 331	17 981	967	9	3	
- Allocation pour jeune enfant (- 3 ans)	42 301	42 448	35 647	19 965	5 754	142
- Majoration d'AFEAMA	26 730	30 277	28 530	20 837	11 116	3 910
- AFEAMA (cotisations URSSAF)	32 637	33 572	37 948	30 423	17 331	6 343
- Allocation de garde d'enfant à domicile moins de 3 ans	1 388	1 013	726	563	228	30
- Allocation de garde d'enfant à domicile plus de 3 ans		191	443	425	445	338
- Allocation parentale d'éducation (pour 3 enfants)	75 821	29 815	25 870	15 199	4 525	50
- Allocation parentale d'éducation (pour 2 enfants)		47 366	43 552	25 209	7 004	-27
- PAJE Prime à la naissance ou à l'adoption			12 845	12 875	13 429	13 036
- PAJE Allocation de base			16 760	47 948	76 228	86 426
- Allocation compensatrice assistante maternelle			2 460	17 911	35 993	48 734
- Cotisation assistante maternelle			1 785	17 326	37 689	53 238
- Recours à une entreprise pour assistante maternelle			0	0	13	22
- Allocation compensatrice garde à domicile			30	260	560	818
- Cotisation garde à domicile			30	276	629	932
- Recours à une entreprise pour garde à domicile			0	0	6	194
- PAJE Complément libre choix d'activité			6 991	29 248	48 647	55 360
- PAJE Complément optionnel de libre choix d'activité (CLACLA)					14	363
- Prestations payées à l'étranger	3 696	4 164	3 727	3 009	2 919	2 549
<b>TOTAL PRESTATIONS LIEES A LA FAMILLE</b>	<b>555 054</b>	<b>565 993</b>	<b>583 221</b>	<b>608 069</b>	<b>634 208</b>	<b>642 850</b>
<b>PRESTATIONS DE LOGEMENT</b>						
A caractère familial (ALF)						
- Allocation de logement	75 238	76 479	76 993	75 664	76 573	75 970
- Prime de déménagement	89	73	51	46	55	48
Total ALF	75 327	76 552	77 044	75 710	76 628	76 018
A caractère social (ALS)						
- Allocation de logement	107 456	108 865	107 671	104 389	105 186	105 643
Total ALS	107 456	108 865	107 671	104 389	105 186	105 643
Aide personnalisée au logement (APL)						
- Allocation de logement	136 638	136 964	133 761	133 008	135 416	137 038
- Prime de déménagement	3	7	22	30	32	29
Total APL	136 641	136 971	133 783	133 038	135 448	137 067
<b>TOTAL PRESTATIONS LOGEMENT</b>	<b>319 424</b>	<b>322 388</b>	<b>318 498</b>	<b>313 137</b>	<b>317 262</b>	<b>318 728</b>
<b>AUTRES PRESTATIONS</b>						
- Allocation aux adultes handicapés et complément	93 811	96 369	100 861	104 577	104 455	109 427
- Complément de Ressources (CR)				20	1 913	1 879
- Majoration pour vie autonome (MVA)				576	2 987	2 644
- I.J. Congés paternité	5 168	6 615	6 867	7 117	7 341	7 257
- Cotisations UNAF	-	1	1	574	580	572
- Frais de tutelle	6 237	5 877	7 508	5 859	4 889	5 343
<b>TOTAL AUTRES PRESTATIONS</b>	<b>105 216</b>	<b>108 862</b>	<b>115 237</b>	<b>118 723</b>	<b>122 165</b>	<b>127 122</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>979 694</b>	<b>997 243</b>	<b>1 016 956</b>	<b>1 039 929</b>	<b>1 073 635</b>	<b>1 088 699</b>

Source: MSA

(1) Montants comptables.

## B. Le revenu minimum d'insertion

### I. La législation en vigueur

#### A. Le cadre juridique

Institué par une loi du 1er décembre 1988 en faveur des personnes démunies, le Revenu minimum d'insertion (RMI) est constitué, d'une part, d'un contrat d'insertion établi entre le bénéficiaire et la commission locale d'insertion et, d'autre part, d'une allocation différentielle égale à la différence entre le RMI déterminé selon la composition du foyer et les ressources réelles du foyer.

Le revenu minimum d'insertion est attribué depuis le 15 décembre 1988 par les Caisses de mutualité sociale agricole aux ressortissants du régime agricole (non-salariés et salariés) ainsi qu'aux personnes à leur charge.

Les bénéficiaires du revenu minimum d'insertion doivent résider en France métropolitaine.

Il s'agit :

- des personnes âgées de plus de 25 ans,
- des personnes âgées de moins de 25 ans qui assument la charge d'enfants au sens des prestations familiales,
- des étrangers titulaires de la carte de résident ou de la carte de séjour et de travail de trois ans ou d'un titre équivalent.

Les personnes résidant en France métropolitaine prises en compte pour la détermination du droit au RMI sont :

- le conjoint ou le concubin, quels que soient son âge et sa situation professionnelle,
- les enfants ou personnes âgées de 25 ans à charge dont les ressources n'excèdent pas la majoration à laquelle ils ouvrent droit.

La principale modification d'ordre législatif de la décennie en cours est la suivante :

#### **2000**

- Un nouveau dispositif de réduction sociale téléphonique (RST) concernant les bénéficiaires du RMI et de l'AAH est entré en application au 1<sup>er</sup> juillet 2000 (Décret n° 99-162 du 8 mars 1999),
- Une nouvelle prestation s'ajoute aux listes des ressources non prises en compte pour l'attribution du RMI : il s'agit de la rente viagère instituée par l'article 17 de la loi de finances rectificative de 1999 en faveur de certains rapatriés d'Algérie membres des formations supplétives et assimilés aux victimes de captivité (Décret n° 2000-840 du 30 août 2000),

#### **2001**

- Les conditions d'appréciation des revenus professionnels des non-salariés pour l'accès au RMI ont été modifiées. La référence au revenu cadastral a été remplacée. Deux conditions sont désormais nécessaires :
  - être imposé au forfait,
  - le dernier bénéfice agricole forfaitaire connu de l'allocataire ne doit pas excéder douze fois le montant du RMI de base (Décret n° 2001-1078 du 16 novembre 2001).

#### **2002**

- Fixation en euros du montant du RMI.

#### **2004**

- La loi n° 2003-1200 du 18/12/2003 transfère à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2004, la gestion et le pilotage du RMI aux départements.

## B. Barème et conditions d'attribution

Le montant mensuel du revenu minimum d'insertion est fixé par voie réglementaire. Il est majoré de 50 % pour la première personne à charge, de 30 % pour chaque personne à charge à partir de la deuxième et de 40 % à partir de la troisième personne décomptée sans le conjoint, le concubin ou le partenaire lié à un pacte de solidarité, soit en principe, à partir du 3<sup>ème</sup> enfant à charge.

### Montants maximum du revenu minimum d'insertion au 1<sup>er</sup> janvier 2007

Montant de la base mensuelle : 440,86 euros en 2007	Taux	Montants au 01-01-2007
Personne seule	100 %	440,86 euros
Première personne à charge	50 %	+ 220,43 euros
Personne supplémentaire à charge au-delà de la 1 <sup>re</sup>	30 %	+ 132,26 euros
3 <sup>ème</sup> enfant à charge ou jeune adulte âgé de moins de 25 ans à charge	40 %	+ 176,34 euros

L'attribution du RMI dépend :

- des ressources du foyer y compris les prestations familiales,
- de l'engagement du bénéficiaire à participer aux actions ou activités favorisant son insertion sociale professionnelle.

En outre, il existe des conditions d'accès au RMI spécifiques aux non-salariés. Ceux-ci doivent, en effet, être soumis à un régime d'imposition forfaitaire et mettre en valeur une exploitation dont le revenu théorique exprimé en revenu cadastral, jusqu'en novembre 2001, n'excède pas un certain plafond.

Ce plafond d'accès au RMI est fixé à 440,86 euros mensuel au 1<sup>er</sup> janvier 2007 pour chaque non-salarié agricole. Il est majoré de 50 % pour la première personne vivant au foyer de l'exploitant, de 30 % pour chaque personne supplémentaire et de 40 % à partir de la troisième personne à charge.

## II. Les bénéficiaires du revenu minimum d'insertion

### A.Non-salariés Métropole

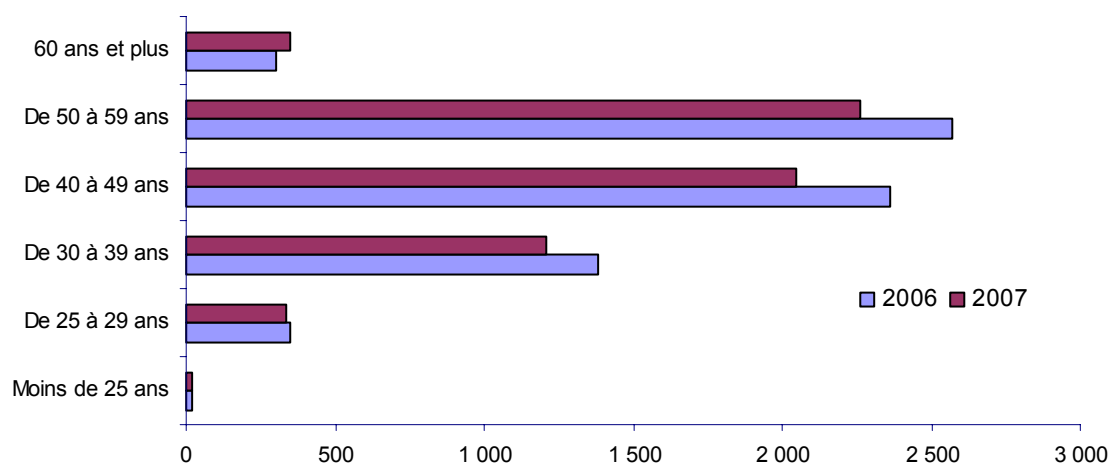
Tableau 17  
RMI Non-salariés  
Répartition des bénéficiaires RMISTes selon l'âge en décembre 2006 et 2007

Classes d'âge	2006		2007		Evolution 2007/2006 en %
	Effectifs	Structure en %	Effectifs	Structure en %	
Moins de 25 ans	18	0,3	17	0,3	-4,1
De 25 à 29 ans	351	5,0	338	5,4	-3,8
De 30 à 39 ans	1 381	19,8	1 208	19,4	-12,5
De 40 à 49 ans	2 363	33,8	2 044	32,9	-13,5
De 50 à 59 ans	2 572	36,8	2 265	36,4	-12,0
60 ans et plus	299	4,3	349	5,6	16,6
<b>TOTAL</b>	<b>6 985</b>	<b>100,0</b>	<b>6 221</b>	<b>100,0</b>	<b>-10,9</b>

Source : MSA

Graphique 13

RMI Non-salariés  
Répartition des RMISTes par tranche d'âge en décembre 2006 et 2007



Source : MSA

Tableau 18  
RMI Non-salariés  
Répartition des bénéficiaires RMISTes  
selon la composition du foyer en décembre 2006 et 2007

Composition du foyer	2006		2007		Evolution 2007/2006 en %
	Effectifs	Structure en %	Effectifs	Structure en %	
Homme sans enfant	2 778	39,8	2 547	40,9	-8,3
Femme sans enfant	926	13,3	834	13,4	-9,9
Homme + enfant(s)	135	1,9	128	2,1	-5,2
Femme + enfant(s)	368	5,3	332	5,3	-9,8
Couple sans enfant	845	12,1	728	11,7	-13,8
Couple 1 enfant	697	10,0	595	9,6	-14,6
Couple 2 enfants	757	10,8	657	10,6	-13,2
Couple 3 enfants et plus	479	6,9	400	6,4	-16,5
<b>TOTAL</b>	<b>6 985</b>	<b>100,0</b>	<b>6 221</b>	<b>100,0</b>	<b>-10,9</b>

Source : MSA

Tableau 19

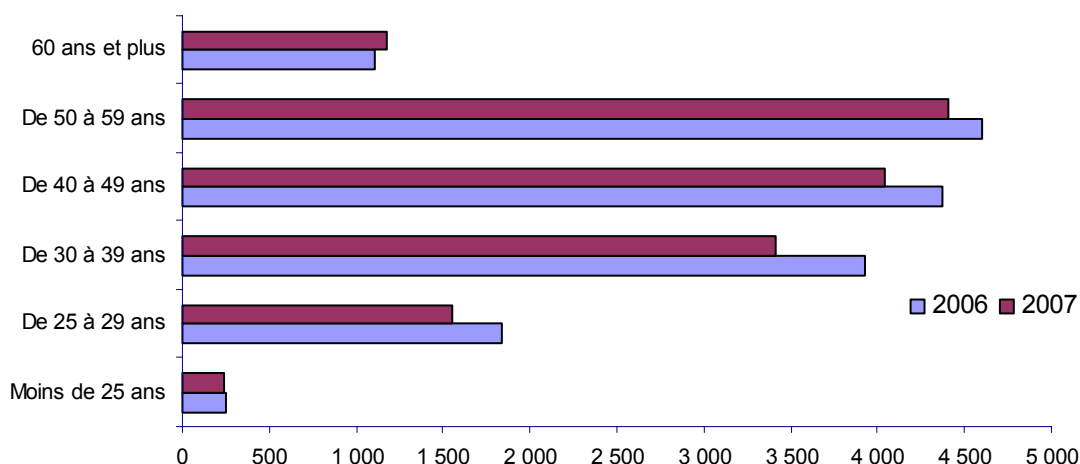
**RMI Salariés**  
Répartition des bénéficiaires RMistes  
selon l'âge en décembre 2006 et 2007

Classes d'âge	2006		2007		Evolution 2007/2006 en %
	Effectifs	Structure en %	Effectifs	Structure en %	
Moins de 25 ans	257	1,6	239	1,6	-6,9
De 25 à 29 ans	1 842	11,4	1 551	10,5	-15,8
De 30 à 39 ans	3 926	24,4	3 413	23,0	-13,1
De 40 à 49 ans	4 374	27,2	4 037	27,2	-7,7
De 50 à 59 ans	4 600	28,6	4 405	29,7	-4,2
60 ans et plus	1 109	6,9	1 171	7,9	5,6
<b>TOTAL</b>	<b>16 108</b>	<b>100,0</b>	<b>14 816</b>	<b>100,0</b>	<b>-8,0</b>

Source : MSA

Graphique 14

**RMI Salariés**  
Répartition des RMistes par tranche d'âge en décembre 2006 et 2007



Source : MSA

Tableau 20

**RMI Salariés**  
Répartition des bénéficiaires RMistes  
selon la composition du foyer en décembre 2006 et 2007

Composition du foyer	2006		2007		Evolution 2007/2006 en %
	Effectifs	Structure en %	Effectifs	Structure en %	
Homme sans enfant	6 731	41,8	6 069	41,0	-9,8
Femme sans enfant	2 222	13,8	2 121	14,3	-4,5
Homme + enfant(s)	247	1,5	243	1,6	-1,6
Femme + enfant(s)	2 121	13,2	1 979	13,4	-6,7
Couple sans enfant	1 011	6,3	973	6,6	-3,8
Couple 1 enfant	1 199	7,4	1 080	7,3	-9,9
Couple 2 enfants	1 173	7,3	1 063	7,2	-9,4
Couple 3 enfants et plus	1 404	8,7	1 288	8,7	-8,3
<b>TOTAL</b>	<b>16 108</b>	<b>100</b>	<b>14 816</b>	<b>100</b>	<b>-8,0</b>

Source : MSA

### III. Les montants de RMI au titre de 2007 servis par le régime agricole

#### A. Montants au titre de 2007

##### 1. Non-salariés Métropole

Tableau 21

**RMI - Non-salariés (1)**  
**Montants du RMI au titre de 2006 et 2007**

(en millier d'euros)

Types de prestations	2006	2007	Evolution 2007/2006 en %
RMI	29 391	28 147	-4,2%
Prime exceptionnelle	1 528	1 422	-6,9%
Frais de Tutelle	45	28	-
<b>TOTAL RMI</b>	<b>30 964</b>	<b>29 597</b>	<b>-4,4%</b>

Source : MSA

(1) Montants comptables.

##### 2. Salariés

Tableau 22

**RMI - Salariés (1)**  
**Montants du RMI au titre de 2006 et 2007**

(en millier d'euros)

Types de prestations	2006	2007	Evolution 2007/2006 en %
RMI	66 309	65 753	-0,8%
Prime exceptionnelle	3 703	3 581	-3,3%
Frais de Tutelle	275	282	-
<b>TOTAL RMI</b>	<b>70 287</b>	<b>69 617</b>	<b>-1,0%</b>

Source : MSA

(1) Montants comptables.

## B. Ventilation départementale du RMI au titre de 2007 au régime agricole

Tableau 23

**Revenu minimum d'insertion**  
**Montant des prestations versées en 2007 au régime agricole (1) (2) (3)**

(en millier d'euros)

MSA	départements de la circonscription MSA	Non-salariés	Salariés	Total
01		205	133	339
02		100	676	775
03		214	135	349
06		137	249	386
07		567	413	980
09		645	557	1 202
11	(11, 66)	1 707	2 856	4 564
12	(12, 81 et 46)	749	1 009	1 758
13		572	2 737	3 310
14		205	1 112	1 317
15		747	196	943
16		580	710	1 290
17		738	2 261	2 998
20	(20, 2A, 2B)	473	584	1 057
21	(21, 58, 89)	579	857	1 436
22		399	574	973
24		917	1 467	2 383
25	(25, 39, 70, 90)	321	485	806
26		366	1 041	1 407
27	(27, 76)	612	929	1 541
28		104	330	434
29		483	1 419	1 901
30		794	3 494	4 288
31		354	411	765
32		523	326	849
33		633	2 679	3 312
34		1 718	4 067	5 784
35		549	359	908
36		160	136	296
40		218	324	541
41	( 37, 41)	302	1 419	1 721
42		387	396	784
43		182	50	232
44		560	599	1 158
45	(18, 45)	448	1 569	2 017
47		640	2 231	2 872
48		305	109	414
49		781	1 546	2 327
50		378	745	1 122
51	(08, 51, 55)	427	998	1 425
52	(10, 52)	128	1 436	1 564
54	(54, 57, 88)	373	1 236	1 609
56		455	1 621	2 076
59		276	992	1 268
60		58	866	924
62		421	3 333	3 754
63		610	244	853
64		356	544	900
65		344	187	532
68	( 67, 68)	76	342	418
69	69	519	986	1 505
71	71	229	647	876
72	(53, 61, 72)	467	985	1 452
73	(38, 73, 74)	482	771	1 253
75	(75, 77, 78, 91, 92, 93, 94, 95)	130	707	836
79		153	542	695
80		79	576	656
82		810	1 313	2 123
83		509	2 270	2 778
84	( 04, 05, 84)	501	5 141	5 641
85		244	420	665
86		428	876	1 305
87	(19, 23, 87)	1 174	1 393	2 566
<b>TOTAL</b>		<b>29 597</b>	<b>69 617</b>	<b>99 214</b>

(1) Montants comptables.

Source: MSA

(2) Le total des prestations peut différer légèrement des tableaux nationaux afin de conserver les totaux régionaux exacts.

(3) Prime exceptionnelle et frais de tutelle RMI inclus.

## C. Historique du dénombrement et des montants du RMI depuis 2002

Tableau 24

**RMI - Régimes des Salariés et des non salariés agricoles**  
**Nombre de bénéficiaires au régime agricole, en décembre, de 2002 à 2007**

	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Non-salariés	7 050	8 340	7 331	7 127	6 985	6 221
Salariés	14 270	15 053	15 571	16 009	16 108	14 816
<b>Total</b>	<b>21 320</b>	<b>23 393</b>	<b>22 902</b>	<b>23 136</b>	<b>23 093</b>	<b>21 037</b>

Source : MSA

Tableau 25

**RMI - Montants des prestations versées de 2002 à 2006 (1)**

	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Non-salariés	28 861	32 041	33 511	31 090	30 964	29 597
Salariés	57 361	62 090	66 322	67 915	70 287	69 617
<b>Total</b>	<b>86 222</b>	<b>94 131</b>	<b>99 833</b>	<b>99 005</b>	<b>101 251</b>	<b>99 214</b>

Source : MSA

(1) Montants comptables.

# Abréviations

AAH	Allocation aux adultes handicapés
AAHADH	Complément d'AAH
AAH CR	Complément de ressources pour l'AAH
AAHMVA	Majoration pour vie autonome pour l'AAH
ACAPCG	Allocation compensatrice assistante maternelle
ACGPCG	Allocation compensatrice de garde à domicile
ADO	Allocation d'adoption
AER	Allocation équivalent retraite
AES	Allocation d'éducation spéciale
AF	Allocations familiales
AFEAMA	Aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée
AGED	Allocation de garde d'enfant à domicile
AJPP	Allocation journalière de présence parentale
ALF	Allocation de logement à caractère familial
ALS	Allocation de logement à caractère social
ALT	Aide au logement temporaire
AMAGRE et AMBGRE	Recours à une entreprise pour assistante maternelle
APE	Allocation parentale d'éducation
APJE	Allocation pour jeune enfant
APL	Aide personnalisée au logement
API	Allocation de parent isolé
APP	Allocation de présence parentale
ARS	Allocation de rentrée scolaire
ASI	Allocation supplémentaire d'invalidité
ASI CR	Complément de ressources pour l'ASI
ASAMVA	Majoration pour vie autonome pour l'ASI
ASSEDIC	Association pour l'emploi dans l'industrie et le commerce
ASF	Allocation de soutien familial
AVTS	Allocation aux vieux travailleurs salariés
BAPSA	Budget annexe des prestations sociales agricoles
BMAF	Base mensuelle des allocations familiales
CDAPH	Commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées
CF	Complément familial
CLCA	Complément de libre choix d'activité
COLCA	Complément optionnel de libre choix d'activité
COTOREP	Commission technique d'orientation et de reclassement professionnel
CR	Complément de ressources
CRDS	Contribution pour le remboursement de la dette sociale
CTAPCG	Cotiisation assistante maternelle
CTGPCG	Cotisation de garde à domicile
DOM	Départements d'outre-mer
FFIPSA	Fonds de financement des prestations sociales des non-salariés agricoles
FNAL	Fonds national d'aide au logement
FNH	Fonds national de l'habitation
FSV	Fonds de solidarité vieillesse
GDAGRE et GDBGRE	Recours à une entreprise pour garde à domicile
GRE	Complément de libre choix du mode de garde avec recours à une entreprise
IJ	Indemnité journalière
LRE	Prime de retour à l'emploi réformée
MPI	Majoration spécifique pour parent isolé d'enfant handicapé
MSA	Mutualité sociale agricole
MTP	Majoration pour tierce personne
MVA	Majoration pour vie autonome
PAB	Allocation de base
PACS	Pacte civil de solidarité
PAJE	Prestation d'accueil du jeune enfant
PAS	Prêt accession sociale
PAP	Prêt aidé à l'accession à la propriété de logements neufs
PC	Prêt conventionné à l'accession à la propriété de logements neufs
PCAPCA	Complément de libre choix d'activité
PFA	Prestations familiales agricoles
PFI	Prime forfaitaire mensuelle d'intéressement
PFM	Prime forfaitaire mensuelle
PPN	Prime à la naissance ou à l'adoption
PTZ	Prêt à taux zéro
RMI	Revenu minimum d'insertion
RST	Réduction sociale téléphonique
SISPREFAL	Système d'information des prestations familiales
UNAF	Union nationale des associations familiales
URSSAF	Union de recouvrement des cotisations de sécurité sociale

# Régions et départements

## **ILE-DE-FRANCE**

75 Paris  
77 Seine-et-Marne  
78 Yvelines  
91 Essonne  
92 Hauts-de-Seine  
93 Seine-Saint-Denis  
94 Val-de-Marne  
95 Val-d'Oise

## **CHAMPAGNE-ARDENNE**

08 Ardennes  
10 Aube  
51 Marne  
52 Haute-Marne

## **PICARDIE**

02 Aisne  
60 Oise  
80 Somme

## **HAUTE-NORMANDIE**

27 Eure  
76 Seine-Maritime

## **CENTRE**

18 Cher  
28 Eure-et-Loir  
36 Indre  
37 Indre-et-Loire  
41 Loir-et-Cher  
45 Loiret

## **BASSE-NORMANDIE**

14 Calvados  
50 Manche  
61 Orne

## **BOURGOGNE**

21 Côte-d'Or  
58 Nièvre  
71 Saône-et-Loire  
89 Yonne

## **NORD-PAS-DE-CALAIS**

59 Nord  
62 Pas-de-Calais

## **LORRAINE**

54 Meurthe-et-Moselle  
55 Meuse  
57 Moselle  
88 Vosges

## **ALSACE**

67 Bas-Rhin  
68 Haut-Rhin

## **FRANCHE-COMTE**

25 Doubs  
39 Jura  
70 Haute-Saône  
90 Territoire-de-Belfort

## **PAYS-DE-LA-LOIRE**

44 Loire-Atlantique  
49 Maine-et-Loire  
53 Mayenne  
72 Sarthe  
85 Vendée

## **BRETAGNE**

22 Côtes-d'Armor  
29 Finistère  
35 Ille-et-Vilaine  
56 Morbihan

## **POITOU-CHARENTES**

16 Charente  
17 Charente-Maritime  
79 Deux-Sèvres  
86 Vienne

## **AQUITAINE**

24 Dordogne  
33 Gironde  
40 Landes  
47 Lot-et-Garonne  
64 Pyrénées-Atlantiques

## **MIDI-PYRENEES**

09 Ariège  
12 Aveyron  
31 Haute-Garonne  
32 Gers  
46 Lot  
65 Hautes-Pyrénées  
81 Tarn  
82 Tarn-et-Garonne

## **LIMOUSIN**

19 Corrèze  
23 Creuse  
87 Haute-Vienne

## **RHÔNE-ALPES**

01 Ain  
07 Ardèche  
26 Drôme  
38 Isère  
42 Loire  
69 Rhône  
73 Savoie  
74 Haute-Savoie

## **AUVERGNE**

03 Allier  
15 Cantal  
43 Haute-Loire  
63 Puy-de-Dôme

## **LANGUEDOC-ROUSSILLON**

11 Aude  
30 Gard  
34 Hérault  
48 Lozère  
66 Pyrénées-Orientales

## **PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR**

04 Alpes-de-Haute-Provence  
05 Hautes-Alpes  
06 Alpes-Maritimes  
13 Bouches-du-Rhône  
83 Var  
84 Vaucluse

## **CORSE**

2A Corse-du-Sud  
2B Haute-Corse